

*Centre de recherche
pour l'étude
et l'observation
des conditions
de vie*

Sou1999-1163

142, rue du Chevaleret

75013 PARIS

Tél. 01 40 77 85 04

Fax 01 40 77 85 09

CREDOC-DIRECTION

IMPORTANT

Ce rapport est actuellement soumis à embargo ou à diffusion restreinte par le commanditaire de l'étude dont il traite. Il vous est adressé au titre de vos responsabilités à l'égard du Centre.

**NOUS VOUS DEMANDONS DE NE PAS LE
DIFFUSER**

**Crédoc - Début 1999, l'amélioration
spectaculaire du moral des Français.
Mars 1999.**

CREDOC•Bibliothèque



CRÉDOC

L'ENTREPRISE DE RECHERCHE

CREDOC

Enquête "Conditions de vie et Aspirations des Français"

Début 1999 : L'amélioration spectaculaire du moral des Français efface sept années de pessimisme collectif profond

*Note confidentielle réservée aux souscripteurs
au système d'enquêtes*

Georges Hatchuel

Complément aux premiers résultats de la vague de début 1999

25 MARS 1999

142, rue du Chevaleret
7 5 0 1 3 - P A R I S



Enquête "Conditions de vie et Aspirations des Français"

**Début 1999 : L'amélioration spectaculaire du
moral des Français efface sept années de
pessimisme collectif profond**

*Note confidentielle réservée aux souscripteurs
au système d'enquêtes*

Georges Hatchuel

Complément aux premiers résultats de la vague de début 1999

25 MARS 1999

142, rue du Chevaleret
7 5 0 1 3 - P A R I S

CONDITIONS DE VIE ET ASPIRATIONS DES FRANÇAIS

Le département "Conditions de vie et Aspirations des Français" est composé de :

- . Georges Hatchuel (Directeur Général Adjoint du CREDOC)
- . Franck Berthuit, Bertrand Chokrane, Isabelle Delakian, Catherine Duflos, Vincent Placer.

CREDOC

Président : Bernard Schaefer
Directeur Général : Robert Rochefort



25 Mars 1999

G. Hatchuel

Début 1999 : L'amélioration spectaculaire du moral des Français efface sept années de pessimisme collectif profond

Instrument original, multi-thématique, mêlant indicateurs subjectifs et objectifs, l'enquête « **Conditions de vie et Aspirations des Français** » est réalisée chaque année depuis 1978. Système permanent d'observation, cette enquête permet de mettre en évidence les principaux mouvements de fond traversant la société française. Elle fournit également un coup de projecteur sur les tendances conjoncturelles qui affectent, chaque année, le corps social. Les premiers résultats de la 21^{ème} vague d'enquêtes (Décembre 1998-Janvier 1999) apportent à cet égard de précieuses indications sur l'état d'esprit de la population en ce début 1999.

Analysées par comparaison avec les résultats de janvier 1998, **cinq évolutions majeures apparaissent**. Elles traduisent **une amélioration spectaculaire du moral de nos concitoyens**. Spectaculaire, car elle s'observe aussi bien en matière de chômage, de niveau de vie, d'inquiétudes, de perceptions sociétales et de modernisme. Spectaculaire aussi, car sur la plupart de ces sujets, le retour de l'optimisme -ou le recul sensible du pessimisme- semble effacer six à huit années, les années noires du corps social, celles de 1992 à 1998 marquées par une lourde morosité collective.

En vérité, l'analyse longitudinale proposée par l'enquête « Aspirations » trouve ici tout son sens : elle montre que ce début 99 semble constituer **une vraie fracture** dans le « mal-être » d'une société longtemps troublée par le refus d'imaginer un avenir meilleur, d'une société qui ne semblait plus croire en elle.

Certes, sur bien des points, les changements intervenus tiennent peut-être encore beaucoup à **la seule volonté de croire** à une amélioration prochaine. Mais, le retour de la confiance est frappant. Même si ce regain d'optimisme n'empêche pas une

certaine « exigence réaliste » : le sentiment de l'amélioration économique n'a pas arrêté la montée de certaines interrogations sur l'Etat-Providence.

1. Depuis 15 ans, jamais les pronostics sur l'évolution du chômage n'avaient été si favorables.
2. L'optimisme sur les conditions de vie futures retrouve le niveau des années fastes (1989-1990) et, en matière de niveau de vie, le décalage entre perceptions individuelles et perceptions collectives commence, enfin, à se réduire.
3. Le nombre de partisans de réformes radicales de la société décroît ; les inquiétudes reculent.
4. Le modernisme des Français en matière de mœurs s'accroît. Il s'accompagne d'un regard plus favorable envers l'innovation technologique.
5. Il reste que les interrogations sur les effets déresponsabilisants des politiques sociales touchent une partie très significative du corps social.

1. Une amélioration sans précédent des pronostics concernant l'évolution du chômage

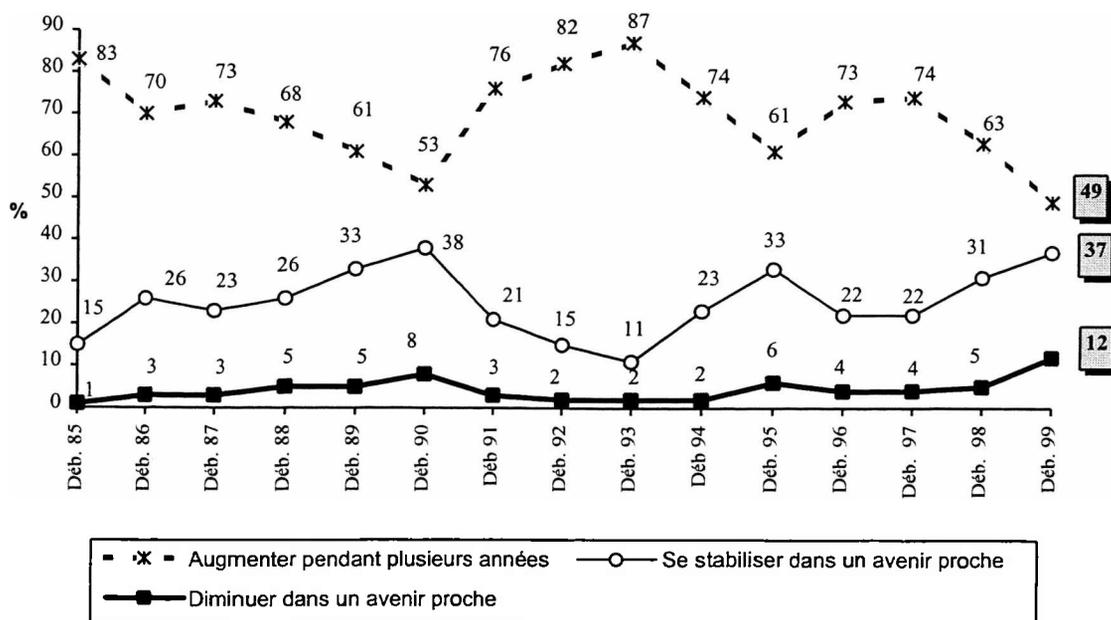
Premier élément très significatif du mieux intervenu dans l'état d'esprit des Français : 37% pensent que le nombre de chômeurs va se stabiliser dans un proche avenir (+ 6 points en un an) et 12% vont même jusqu'à anticiper une diminution prochaine du fléau (+ 7 points en un an).

A vrai dire, l'évolution est d'autant plus remarquable que jamais, depuis 15 ans, les prévisions des Français n'avaient été aussi optimistes : certes, 49% d'entre eux considèrent encore que le chômage va continuer de croître, mais c'est la première fois depuis 1985 que ce pourcentage passe au-dessous de la barre des 50% (Graphique 1). Comparées à l'an dernier, les **anticipations négatives ont reculé de 14 points** ; elles ont même diminué **de 25 points en deux ans**.

En vérité, la rupture s'est opérée dès le mois de juin 1998, pendant la Coupe du Monde de Football : les anticipations négatives avaient déjà atteint le taux record de 46% (contre 49% aujourd'hui).

Graphique 1

A votre avis, le nombre de chômeurs va...



Source : CREDOC, Enquêtes « Conditions de Vie et Aspirations des Français »

L'amélioration très significative mise en évidence ici traduit, faut-il souligner, un véritable **changement d'état d'esprit** de la population. Car cette évolution correspond davantage à l'affirmation d'un espoir « volontariste » : elle semble plus fondée sur une amélioration possible de la situation de l'emploi que sur le seul constat objectif d'une diminution massive du chômage. On observe en effet qu'en un an, le taux de chômage a légèrement reculé, plutôt qu'il n'a franchement régressé. Une amélioration sensible est néanmoins apparue chez les jeunes, conséquence directe de la politique d'« emplois-jeunes » (Tableau 1).

Tableau 1

Le taux de chômage en France¹
- Evolution sur un an -

(en %)

	Déc. 97	Fév. 98	Avril 98	Juin 98	Août 98	Oct. 98	Déc. 98	Evolution Déc. 97-Déc. 98
Ensemble de la population.....	12,3	12,1	11,9	11,8	11,8	11,6	11,8	-0,5
Dont :								
• Moins de 25 ans	23,7	23,2	22,8	22,5	22,5	21,9	21,8	- 1,9
• 50 ans et plus	9,3	9,4	9,3	9,2	9,4	9,3	9,3	-

Source : INSEE

Ainsi, le « doute » qui s'était, depuis plusieurs années, emparé des Français concernait davantage le sentiment que le chômage ne pouvait cesser de croître. De fait, la stabilisation à la baisse du phénomène –et son recul chez les jeunes– semble avoir redonné au corps social l'espoir qu'il était peut-être possible de contenir le fléau, en tout état de cause **qu'on pouvait agir pour arriver à l'endiguer**.

Cette conviction nouvelle paraît d'ailleurs avoir touché tous les groupes socio-démographiques. Certes, dans quelques catégories, le sentiment que le nombre de chômeurs va continuer à augmenter affecte encore plus de 50% des individus ; mais même dans ces cas, la diminution des anticipations négatives a été spectaculaire (de -12 à -17 points, contre -14 points en moyenne en un an, cf. Tableau 2).

¹ Il s'agit du rapport entre le nombre de chômeurs au sens du BIT et la population active. Voir Bulletin Mensuel de Statistiques - N° 12 - 1998, INSEE. Données mensuelles corrigées des variations saisonnières.

En tout état de cause, dans deux groupes, au moins 60% des individus estiment maintenant que le chômage va reculer ou se stabiliser : cela concerne les titulaires de revenus élevés (71% pensent que le chômage va stagner ou reculer) et les diplômés du supérieur (60%).

Tableau 2

Le pourcentage d'individus estimant que le nombre de chômeurs va augmenter
- Situation 1999 et baisses enregistrées sur un an -

<i>Catégories où le taux est aujourd'hui le plus élevé</i>	(en %)	
	Début 1999	Evolution 1998 - 1999
. Chômeur	57	- 17
. Employé	57	- 15
. A de 35 à 49 ans	55	- 12
. Travailleur indépendant	55	- 15
. Femme active	54	- 13
. Revenus du foyer inférieurs à 10 000 F/ mois ...	54	- 15
. Ouvrier	53	- 15
. N'a aucun diplôme (ou le CEP seulement)	53	- 14
<i>Catégories où le taux est aujourd'hui le plus faible</i>		
. Cadre.....	42	- 17
. Diplômé du supérieur	40	- 17
. Revenus du foyer inférieurs à 20 000 F/mois	38	- 16
Ensemble de la population	49	- 14

Source : CREDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations des Français »

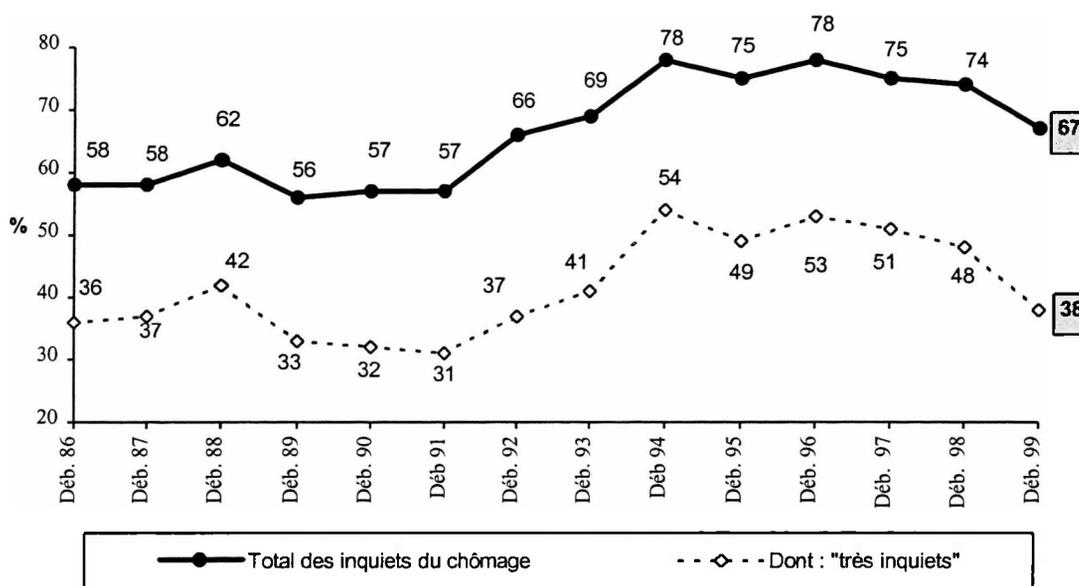
Exemple de lecture : 57% des chômeurs estiment que le nombre de chômeurs va encore augmenter pendant plusieurs années ; ce taux a cependant diminué de 17 points en un an.

Autre élément très significatif de l'embellie du moral des Français : l'amélioration globale des pronostics sur l'évolution du chômage s'est accompagnée **d'une baisse sensible des craintes vis-à-vis de ce risque**. Ainsi, alors que 74% des enquêtés se déclaraient inquiets du chômage il y a un an, c'est maintenant le cas de 67%. La diminution enregistrée permet de revenir au niveau d'inquiétudes qui était celui de la période 1992-1993, c'est-à-dire la situation prévalant avant les « années sombres » de 1994-1998, au cours desquelles les trois quarts des Français affichaient avec constance leur appréhension vis-à-vis du fléau (Graphique 2).

La baisse est même encore plus affirmée chez les enquêtés se déclarant « très » inquiets du chômage (- 10 points en un an). Cette baisse a d'ailleurs affecté tous les groupes sociaux sans exception. Peut-être faut-il simplement noter que le recul est plus accentué encore dans les catégories *a priori* les moins concernées, ou les moins touchées par le chômage (- 19 points de « très inquiets » chez les retraités, - 14 points chez les diplômés du supérieur), signe que le sujet commence –mais commence seulement– à perdre de son intensité dramatique, de son pouvoir d'amplification de craintes plus ou moins raisonnées.

Graphique 2

Le pourcentage d'individus se déclarant inquiets, pour eux-mêmes ou pour des proches, du risque de chômage



Source : CREDOC, Enquêtes « Conditions de Vie et Aspirations des Français »

L'évolution intervenue ne saurait cependant masquer que les deux tiers des Français (67%) se disent encore inquiets du risque de chômage, pour eux ou pour leurs proches. Deux observations méritent, de ce point de vue, d'être formulées :

- * Un groupe exprime encore une inquiétude massive vis-à-vis de ce risque, loin devant tous les autres : il s'agit des **ouvriers** (82% se déclarent globalement inquiets du chômage, contre 72% des employés et 67% des Français en moyenne).

* Le recul des inquiétudes vis-à-vis du chômage (- 7 points en un an) est plus faible que celui ayant affecté les pronostics sur l'évolution du nombre de chômeurs (- 14 points en un an). Il y a là le signe que l'amélioration globale que chacun peut pronostiquer pour le marché de l'emploi **n'a pas encore fait disparaître -ou n'a pas réduit dans les mêmes proportions- la sensibilité de la population aux risques individuels (pauvreté, exclusion, ...) que le chômage suscite.** Cette sensibilité personnelle au risque reste donc élevée.

D'ailleurs, le sujet (« le chômage ») est toujours, de loin, celui qui préoccupe le plus les Français (Tableau 3). Son taux de citations recule, néanmoins, assez sensiblement cette année (- 4 points), même si 44% de nos concitoyens le classent encore en tête. Il n'empêche que le niveau atteint « efface », là aussi, les taux records des cinq dernières années : on en est revenu à la situation qui prévalait au début 1993.

Contrepartie de cette baisse : une préoccupation poursuit sa progression, pour la troisième année consécutive. Ce sont les problèmes de « **violence, d'insécurité** », qui préoccupent maintenant un tiers de la population (+ 4 points en un an, **+ 15 points en trois ans**). Ce thème est d'ailleurs classé en deuxième place du palmarès, devant les interrogations concernant « les maladies graves ».

Tableau 3

Parmi les sujets suivants, quels sont les deux qui vous préoccupent le plus ?

- Sommation des deux premières réponses chaque année -

(en %)

(Réponses classées par ordre décroissant des citations du début 1999)	Début 1991	Début 1992	Début 1993	Début 1994	Début 1995	Début 1996	Début 1997	Début 1998	Début 1999	Evolution 1998-1999
	(A)	(B)	(C)	(D)	(E)	(F)	(G)	(H)	(I)	(I) - (H)
. Le chômage	27	38	44	52	49	53	52	48	44	- 4
. La violence et l'insécurité	23	20	16	20	22	18	25	29	33	+ 4
. Les maladies graves	28	28	29	26	31	29	26	28	30	+ 2
. La pauvreté en France	16	16	20	22	28	25	25	23	24	+ 1
. La drogue	37	34	30	28	21	24	22	20	22	+ 2
. La pauvreté dans le monde	15	18	19	16	17	18	16	18	19	+ 1
. L'immigration	17	16	14	14	14	13	13	13	10	- 3
. La dégradation de l'environnement.....	12	12	11	8	7	8	8	10	8	- 2
. Les tensions internationales	16	9	9	7	7	4	5	4	5	+ 1
. Les conflits sociaux	4	4	3	2	4	7	5	3	4	+ 1
. L'Europe	6	6	6	2	2	2	3	2	1	- 1

Source : CREDOC, Enquêtes "Conditions de vie et Aspirations des Français".

Les craintes du chômage reculent donc, mais les préoccupations sécuritaires continuent de s'amplifier (elles ont presque doublé en trois ans). Ce mouvement mérite d'autant plus d'attention que depuis 1991, date d'insertion de cette question, un seul sujet, le chômage, avait connu un doublement de son taux de citations (cela avait été le cas entre 1991 et 1994). Autrement dit, les phénomènes de violence et d'insécurité semblent susciter dans le corps social un malaise persistant qui, de façon lancinante, gagne les esprits d'une partie croissante de la population.

Le plus remarquable est que ce « malaise » insécuritaire s'accroît dans tous les groupes sociaux **sans exception**. L'évolution de ces deux dernières années confirme d'ailleurs le constat effectué en janvier 1998 : la croissance de ce type de préoccupations est plus forte encore dans les groupes socio-démographiques **jusqu-là peu habitués à une hantise particulière vis-à-vis des phénomènes d'insécurité**.

En un mot, les problèmes d'insécurité, de violence ne font plus seulement l'objet d'interrogations des groupes défavorisés culturellement : **ils interpellent aussi les catégories aisées, jusqu'à présent peu perméables à ce type de préoccupations**. Cela concerne par exemple les titulaires de revenus élevés (35% en sont préoccupés, + 12 points en deux ans), les cadres (32%, + 12 points) ou les Franciliens (34%, + 10 points). En vérité, ces groupes viennent rejoindre un mouvement qui a aussi affecté plus rapidement qu'en moyenne les habitants du Bassin Parisien (+ 16 points, cf. Tableau 4).

Tableau 4

Les préoccupations relatives à « la violence, l'insécurité » s'accroissent dans des catégories jusque-là relativement moins touchées

(en %)

	% d'individus classant cette préoccupation en 1 ^{ère} ou 2 ^{ème} place (début 1999)	Evolution 1997 - 1999
. Habite dans la région : « Bassin Parisien »	40	+ 16
. Dispose de revenus supérieurs à 15 000 F/mois ..	35	+ 12
. Cadre (supérieur et moyen)	32	+ 12
. Dispose d'un diplôme du supérieur	32	+ 11
. Habite dans une petite ville de 2 000 à 20 000 habitants	36	+ 11
. Habite Paris - Région Parisienne	34	+ 10
. A de 50 à 64 ans	35	+ 10
Ensemble des Français	33	+ 8

Source : CREDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations des Français »

Exemple de lecture : 32% des cadres classent aujourd'hui « la violence, l'insécurité » parmi les deux sujets qui les préoccupent le plus, soit 12 points de plus en deux ans.

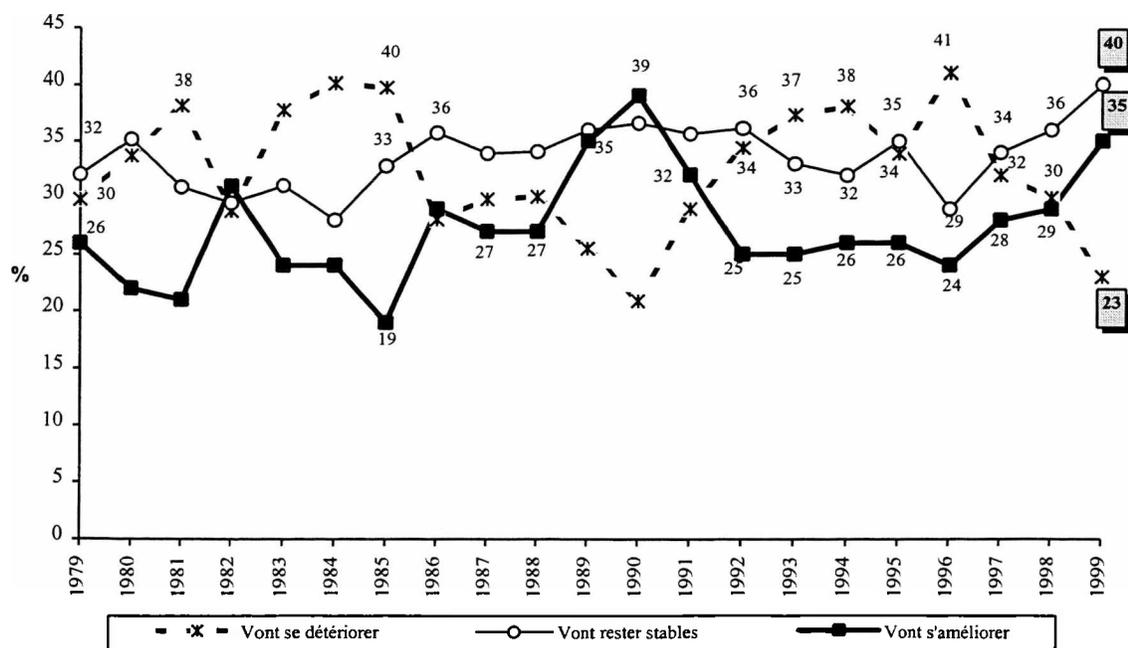
Toujours est-il que cette montée des préoccupations sécuritaires relève davantage d'une croissance des interrogations sur les risques que la violence et l'insécurité font courir à la société prise dans son ensemble. Elle porte moins sur les craintes individuelles concernant l'éventualité d'être soi-même confronté à une agression : les peurs relatives au risque d'une agression dans la rue sont en effet, cette année, en sensible diminution. Nous y reviendrons.

2. Depuis sept ans, le regard porté sur les conditions de vie à venir n'avait jamais été aussi favorable

Corollaire direct de l'amélioration des pronostics concernant l'évolution du chômage, l'appréciation que les enquêtés formulent sur leurs conditions de vie à venir connaît **un regain certain d'optimisme**. Ce mouvement traduit une nette embellie du moral personnel des Français : alors qu'il y a un an encore, anticipations positives et négatives s'équilibraient, 35% de la population considèrent maintenant que leurs conditions de vie vont s'améliorer dans les cinq prochaines années (+ 6 points en un an). Parallèlement, « seulement » 23% de nos compatriotes croient à une détérioration prochaine de leur situation, contre 30% l'an dernier et 32% au début 1997 (Graphique 3).

Graphique 3

Pensez-vous que vos conditions de vie vont s'améliorer ou se détériorer dans les cinq prochaines années ?



Source : CREDOC, Enquêtes "Conditions de vie et Aspirations des Français" (janvier de chaque année)

Ce retour de l'optimisme individuel concerne, en fait, tous les groupes sociaux, sauf les personnes de plus de 50 ans et les retraités. Seulement 14% des individus de 50-65 ans, 5% des plus de 65 ans et 8% des retraités considèrent en effet que leurs conditions de vie prochaines vont s'améliorer (contre 35% en moyenne dans l'ensemble de la population).

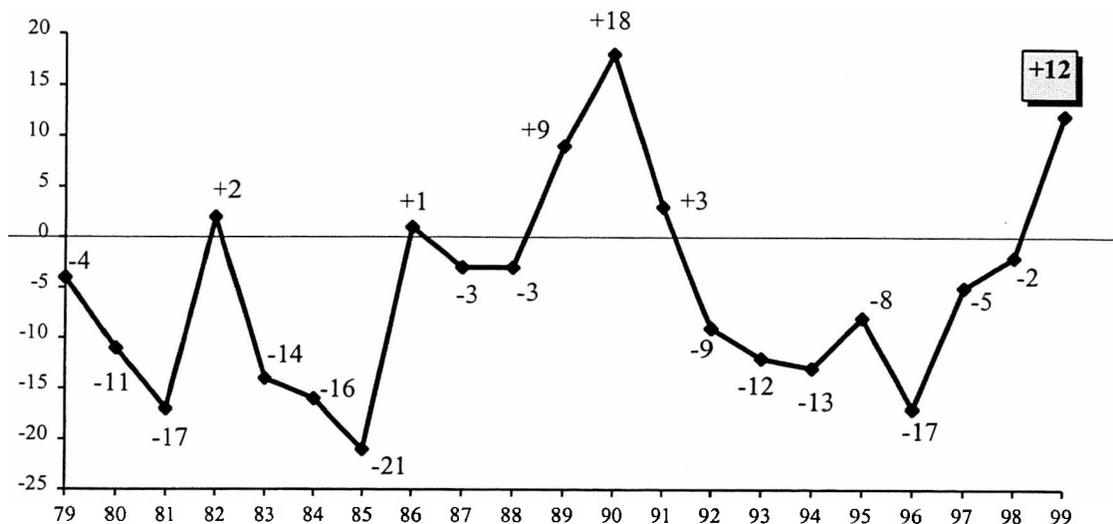
Dans les autres catégories, l'amélioration des anticipations positives est très sensible ; elle est même spectaculaire chez les Franciliens de moins de 40 ans (69% croient en un avenir personnel meilleur, soit 24 points de plus en un an, contre + 6 points en moyenne) ; elle est sensible aussi chez les cadres (+ 11 points), les travailleurs indépendants (+ 13 points), mais également chez les ouvriers (+ 13 points) et les habitants de petites communes rurales (+ 11 points). Il y a là une indication précieuse : **l'optimisme nouveau n'a pas gagné que les catégories aisées**. D'ailleurs, les anticipations positives sont quasiment du même ordre de grandeur quel que soit le niveau de revenus. Remarquons également que 57% des chômeurs actuels (+ 12 points en un an) considèrent que leurs conditions de vie prochaines vont s'améliorer, signe que l'embellie qui a touché les pronostics du chômage semble avoir également atteint les personnes sans emploi elles-mêmes.

Les variations intervenues se différencient finalement plus selon l'âge et le sexe. Ainsi, l'optimisme s'est surtout accru chez les **moins de 50 ans**, on l'a vu, et en particulier les 25-50 ans, et il a affecté davantage les **hommes** que les femmes (+ 11 points chez les premiers, + 3 chez les secondes).

Le solde des opinions sur l'avenir personnel [mes conditions de vie à venir vont s'améliorer – elles vont se détériorer] constitue un **indicateur, d'optimisme ou de pessimisme**, très révélateur de l'état d'esprit de l'opinion. Cet indicateur a rarement été positif depuis la création du système d'enquêtes (début 1979) : il l'a été en 1982, puis de 1989 à 1991. Cette année, **pour la première fois depuis huit ans**, il l'est à nouveau. Le score atteint par cet indicateur (+ 12) est d'ailleurs, cette année, de l'ordre de ceux de 1989 à 1990. **Cette amélioration traduit donc une véritable rupture avec le climat de l'opinion de ces sept dernières années (Graphique 4).**

Graphique 4

Une remontée spectaculaire de l'indicateur d'optimisme ou de pessimisme vis-à-vis des conditions de vie à venir
(Solde des anticipations positives et négatives)



Source : CREDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations des Français » (janvier de chaque année).

Hommes actifs, cadres, ouvriers et travailleurs indépendants, jeunes Franciliens et habitants de petites communes sont les catégories qui ont, cette année, tiré à la hausse l'indicateur d'optimisme (Tableau 5) : dans ces groupes et chez les titulaires de revenus moyens-hauts, l'indicateur lui-même a crû en un an de plus de 20 points (contre + 14 en moyenne).

Tableau 5

Catégories où l'indicateur d'optimisme vis-à-vis des conditions de vie à venir a crû le plus vite

- Evolution début 1998/début 1999 -

	(en %)
. Francilien de moins de 40 ans	+ 36
. Travailleur indépendant	+ 28
. A de 25 à 34 ans	+ 27
. Homme actif	+ 26
. Cadre (supérieur ou moyen)	+ 25
. Dispose, dans son foyer, de revenus mensuels compris entre 12 000 et 15 000 F./mois	+ 25
. A de 35 à 49 ans	+ 23
. Réside dans une commune de moins de 2 000 habitants	+ 22
. Ouvrier	+ 21
Ensemble de la population	+ 14

Source : CREDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations des Français »

Exemple de lecture : L'indicateur d'optimisme (voir Graphique 4) a crû en moyenne de 14 points entre 98 et 99. Chez les travailleurs indépendants, il s'est accru de + 28 points.

Ce regain d'optimisme envers le futur va de pair, bien sûr, avec le sentiment, déjà évoqué, d'amélioration du marché de l'emploi. Mais il réside aussi dans la confiance nouvelle que beaucoup semblent commencer à retrouver en ce qui concerne **l'évolution de leur niveau de vie**. Et cette confiance regagnée concerne **aussi bien le niveau de vie personnel que ce qu'on croit être la situation des « autres »** :

- D'abord, le regard porté par les Français sur leur **propre** niveau de vie s'est **sensiblement amélioré**. Ainsi, en ce qui concerne leur niveau de vie passé -jugement dont on sait qu'il constitue un bon révélateur de l'opinion portée sur le présent-, « seulement » 32% des enquêtés estiment maintenant qu'il s'est détérioré, alors que c'était le cas de 41% l'an dernier (amélioration de 9 points). Certes, le solde des opinions positives et négatives reste encore légèrement négatif (- 3 points), mais il n'avait jamais été aussi haut depuis 1991 (Tableau 6).

Cette diminution des opinions négatives sur l'évolution du niveau de vie personnel a affecté toutes les catégories sociales, et plus particulièrement les ouvriers (- 16 points de jugements négatifs, contre - 9 en moyenne), les indépendants (- 11 points), les non-diplômés (- 11 points) ou les individus disposant de revenus moyens. Ceux-ci sont venus rejoindre les groupes déjà franchement optimistes vis-

à-vis de l'évolution de leur niveau de vie personnel : moins de 35 ans, cadres, actifs, diplômés, revenus élevés.

Tableau 6

En ce qui concerne votre niveau de vie,
diriez-vous que depuis une dizaine d'années, ça va ...

(en %)

	Début 1987	Début 1988	Début 1989	Début 1990	Début 1991	Début 1992	Début 1993	Début 1994	Début 1995	Début 1996	Début 1997	Début 1998	Début 1999
Mieux(1)*	31	28	29	35	31	27	28	24	27	26	25	27	29
C'est pareil	31	29	29	30	29	30	28	26	29	29	30	32	38
Moins bien(2)**.	36	41	40	34	39	42	43	49	43	44	45	41	32
Ne sait pas	3	2	2	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Ensemble	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
Solde (1) - (2) ..	- 5	- 13	- 11	+ 1	- 8	- 15	- 15	- 25	- 16	- 18	- 20	- 14	- 3

Source : CREDOC, Enquêtes "Conditions de vie et Aspirations des Français".

* Sommation des items "Beaucoup mieux" et "un peu mieux"

** Sommation des items "Beaucoup moins bien" et "un peu moins bien"

- Ensuite, l'appréciation portée sur le niveau de vie de l'ensemble des Français, élément fondamental du climat de pessimisme collectif de ces dernières années, a enfin commencé à s'améliorer. Certes, 60% de la population considèrent encore que la situation globale de l'ensemble des Français se dégrade, mais ce taux était de 76% l'an dernier (- 16 points) et de 81% il y a deux ans (- 21 points en 2 ans, cf. Tableau 7).

Tableau 7

En ce qui concerne le niveau de vie de l'ensemble des Français,
diriez-vous que depuis une dizaine d'années, ça va ...

(en %)

	Début 1987	Début 1988	Début 1989	Début 1990	Début 1991	Début 1992	Début 1993	Début 1994	Début 1995	Début 1996	Début 1997	Début 1998	Début 1999
Mieux (1)*	17	19	22	27	21	13	11	8	9	9	6	8	16
C'est pareil	17	17	15	20	19	17	13	10	10	12	9	11	21
Moins bien (2)**	58	59	56	48	57	66	73	79	77	76	81	76	60
Ne sait pas	7	5	7	5	4	4	3	3	4	3	4	4	3
Ensemble	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
Solde (1) - (2) ...	- 41	- 40	- 34	- 21	- 36	- 53	- 62	- 71	- 68	- 67	- 75	- 68	- 44

Source : CREDOC, Enquêtes "Conditions de vie et Aspirations des Français"

* Sommation des items "Beaucoup mieux" et "un peu mieux".

** Sommation des items "Beaucoup moins bien" et "un peu moins bien"

En vérité, l'idée que la situation des « autres » est en train de s'améliorer a touché les catégories aisées (cadres, diplômés, revenus élevés), mais elle a affecté également les moins de 35 ans, les chômeurs, les habitants de villes moyennes (Tableau 8). De fait, les groupes qui croient le moins à l'amélioration du niveau de vie de l'ensemble des Français, ceux qui sont à la « traîne » de cette embellie du moral collectif, sont aujourd'hui les femmes au foyer (diminution des jugements négatifs de 8 points « seulement », contre - 16 en moyenne) et les plus bas revenus (- 10 points).

Tableau 8

Le pourcentage d'individus estimant que le niveau de vie de l'ensemble des Français se dégrade

- Catégories où ce taux a le plus reculé cette année -

	Début 1998 (A)	Début 1999 (B)	Evolution 1998 - 1999 (B) - (A)
. Habite une commune de 20 000 à 100 000 habitants	80	54	- 26
. Dispose, dans son foyer, de 20 000 F. ou plus/mois	78	54	- 24
. Travailleur indépendant	81	57	- 24
. A moins de 35 ans	74	51	- 23
. Diplômé du bac ou du supérieur	76	54	- 22
. Cadre (moyen ou supérieur)	77	55	- 22
. Homme	76	54	- 22
. Chômeur	80	59	- 21
Ensemble de la population	76	60	- 16

(en %)

Source : CREDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations des Français »

Autrement dit, le **décalage**, particulièrement marqué depuis 1993, entre jugements sur sa propre situation et opinions sur la situation des autres a **enfin commencé à se réduire** : alors qu'il était de 35 points l'an dernier, il est passé à 28 points en janvier 1999 (Graphique 5). Or, c'était en partie ce **fossé considérable entre perceptions individuelles et perceptions collectives** que nous avons mis en avant ces dernières années pour expliquer la relative paralysie de la consommation¹.

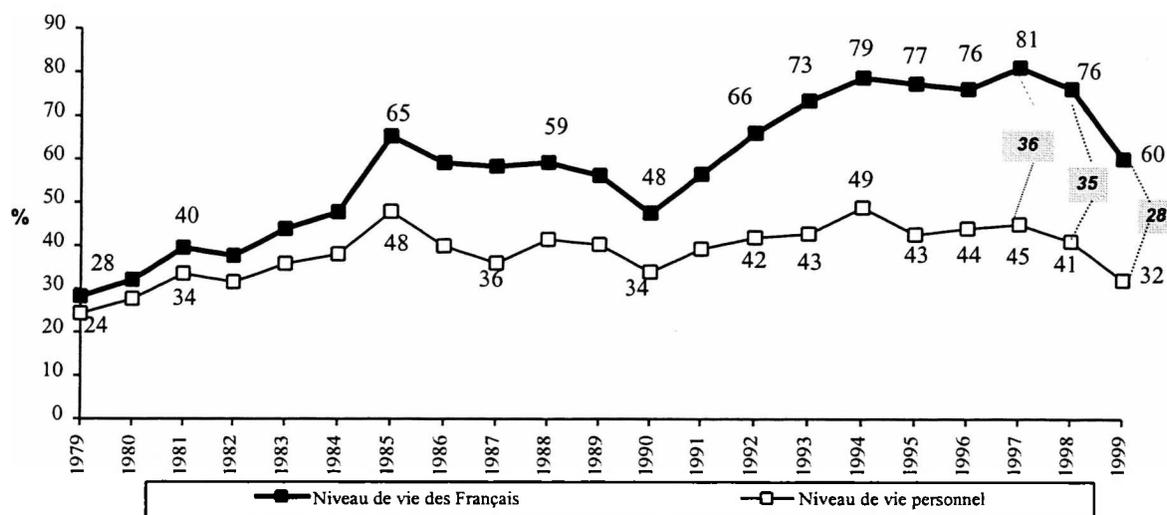
¹ Voir la note de conjoncture sociétale de l'an dernier « *Janvier 1998 : Le corps social se fragmente, pris entre espoirs individuels et pessimisme collectif* », G. Hatchuel, CREDOC, Mars 1998.

Certes, l'écart existant ici reste marqué, mais il revient à un niveau qui pourrait redonner à ceux qui pensent « tirer leur épingle du jeu » le dynamisme consumériste qui leur manquait ces dernières années.

Graphique 5

Le décalage « perceptions individuelles - perceptions collectives » se réduit sensiblement cette année

Opinions sur l'évolution du niveau de vie, collectif ou personnel :
pourcentage de Français qui estiment qu'il va moins bien depuis dix ans



Source : CREDOC, Enquêtes "Conditions de vie et Aspirations des Français" (janvier de chaque année)

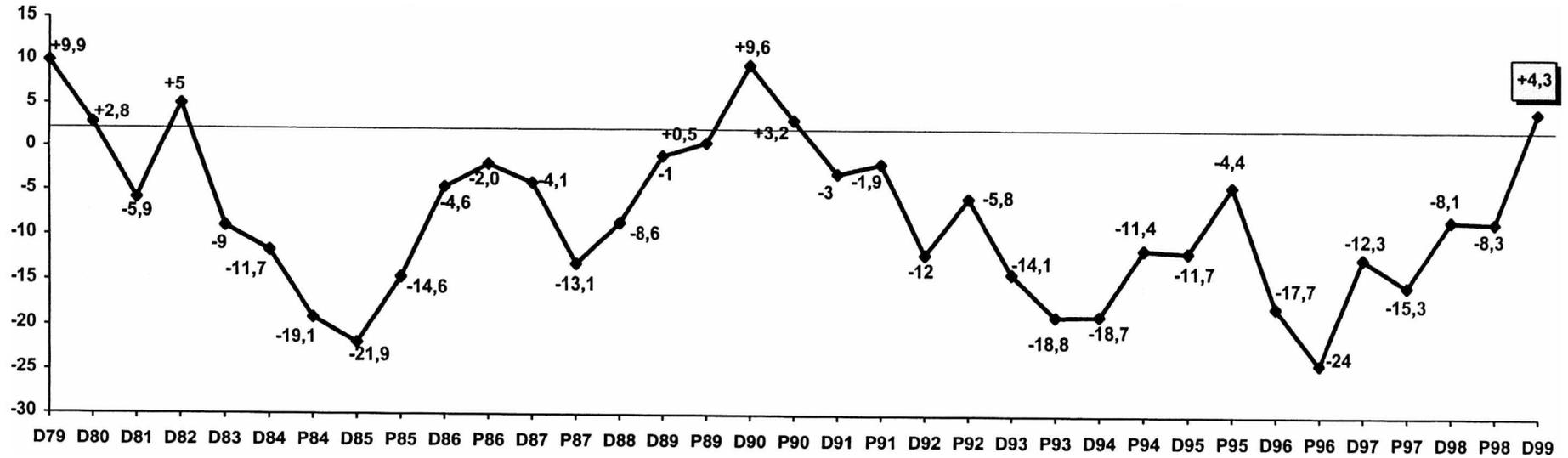
Le renouveau constaté dans l'état d'esprit de nos concitoyens porte donc davantage sur un « mieux » ressenti à un niveau individuel qu'à un niveau collectif. Il n'empêche que les enquêtés estiment que la situation globale des Français est en voie d'amélioration. Quant aux situations individuelles, l'indicateur résumé des opinions des ménages permet de montrer combien ce début 1999 est exceptionnel (Graphique 6). Cet indicateur résumé des jugements sur la situation personnelle, passée ou à venir, est redevenu positif en janvier 1999, retrouvant un niveau jamais atteint depuis juin 1990¹.

¹ Le graphique 6 reprend toute la série brute des données recueillies depuis début 1979, y compris enquêtes de printemps inaugurées en 1984. La situation du début 1999 est donc en nette amélioration par rapport à celle de juin 1998.

Cet indicateur résumé s'est donc amélioré depuis juin dernier. Ce mieux concerne d'ailleurs **tous** les groupes sociaux. Cependant, l'indicateur connaît encore de profondes différences catégorielles liées à l'âge, aux revenus et au statut social :

- Il est maintenant systématiquement positif avant 50 ans, dans tous les groupes de salariés, chez les indépendants, et au-delà d'un revenu, dans le foyer, de 10 000 Francs/mois.
- Il est négatif au-delà de 50 ans, chez les femmes au foyer et chez les non-diplômés. Ce sont donc là les seules catégories qui restent encore dubitatives sur l'amélioration de leur situation personnelle.

Graphique 6

L'indicateur résumé des opinions des ménages sur leur situation personnelle, passée et à venir¹

Source : CREDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations des Français ».

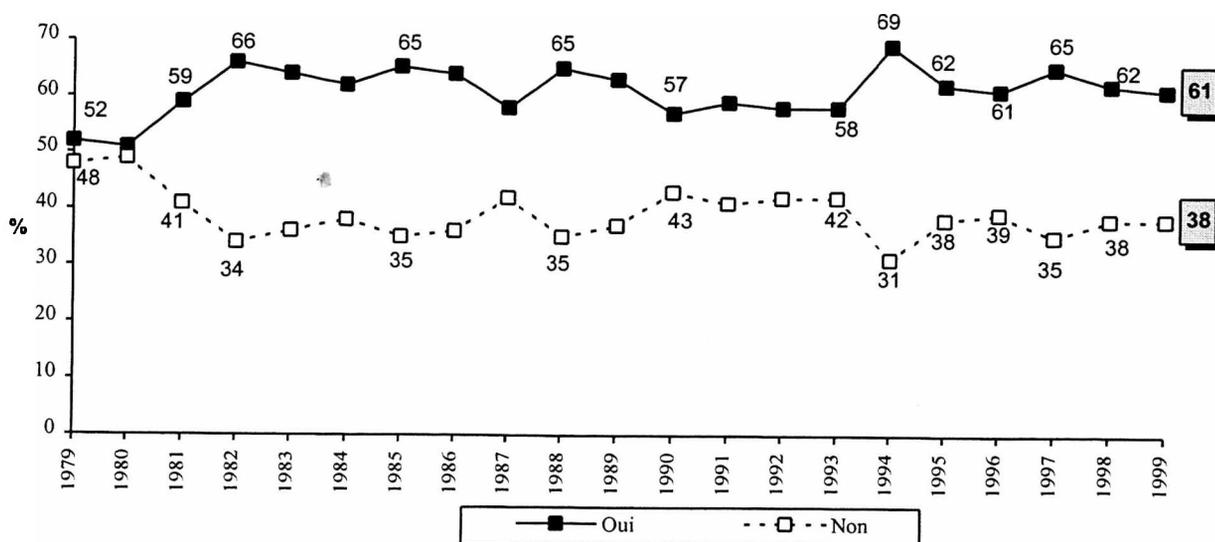
¹ L'indicateur résumé est la moyenne arithmétique des deux indicateurs suivants : évolution passée du niveau de vie personnel (solde des opinions positives et négatives) ; perspectives d'évolution des conditions de vie personnelles (solde des opinions positives et négatives). La série proposée ici est la série brute, non désaisonnalisée. P = enquête de Printemps (Juin), D = enquête de début d'année.

Autre élément important de ce début d'année : l'amélioration quasi-générale des jugements des ménages sur leur situation financière personnelle ne s'est pas accompagnée, ni d'une diminution sensible des restrictions ressenties, ni d'un accroissement des attentes de temps libre :

- Ainsi, comparé à l'an dernier, quasiment le même nombre de Français déclarent se serrer régulièrement la ceinture (61%, contre 62% au début 1998, cf. Graphique 7). La stabilité globale de ce taux n'est cependant que la résultante de deux mouvements catégoriels de sens contraire. Dans certains groupes, on note **une baisse** assez sensible (de - 4 à - 9 points) du sentiment de restrictions : dans ces cas, ce qui semble dominer est plutôt **une diminution générale du pessimisme** envers l'évolution de son propre niveau de vie, qui se traduit par un certain « desserrement » prudent des contraintes ressenties (ouvriers, Franciliens, titulaires de revenus moyens-hauts, diplômés du bac). Dans d'autres groupes, apparaît **une hausse** du sentiment de restrictions (+ 4 à + 6 points) qui va de pair avec une augmentation de l'optimisme vis-à-vis de l'avenir, signe probable **d'une appétence accrue à la consommation** (travailleurs indépendants, employés, habitants de petites communes rurales, revenus moyens-bas).

Graphique 7

Vous imposez-vous régulièrement des restrictions sur certains postes de votre budget ?



- De la même façon, les préférences envers une amélioration du pouvoir d'achat restent toujours très au-dessus des attentes de temps libre (59%, contre 40%, cf. Tableau 9). Il y a là un élément révélateur des attentes qui prévalent en matière de niveau de vie : **l'amélioration du climat est encore trop récente pour que les ménages ne préfèrent un surcroît de pouvoir d'achat à une augmentation de leur temps disponible.** Ceci vaut pour tous les groupes sociaux sauf deux : les diplômés du supérieur et les bénéficiaires de hauts revenus (plus de 20 000 Francs/mois). Dans ces deux catégories, en effet, 50 à 51% des individus préféreraient plus de temps libre.

Tableau 9
Quelle est votre préférence entre ... ?
(Question posée aux seuls actifs)

(en %)

	Début 1987	Début 1988	Début 1989	Début 1990	Début 1991	Début 1992	Début 1993	Début 1994	Début 1995	Début 1996	Début 1997	Début 1998	Début 1999
Une amélioration de votre pouvoir d'achat	66	69	69	62	67	60	56	65	62	63	61	60	59
Un temps libre plus long	34	31	30	38	32	40	44	34	37	37	39	39	40
Ne sait pas	-	-	1	-	1	-	-	1	1	-	1	1	1
Ensemble	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100

Source : CREDOC, Enquêtes "Conditions de vie et Aspirations des Français".

A vrai dire, ces deux éléments (préférences envers une amélioration du pouvoir d'achat, maintien d'un même niveau de restrictions) tendent à montrer que l'amélioration ressentie des perspectives économiques ne s'est pas encore traduit par un recul de l'appétence à disposer de « plus » de revenus ou de certains biens de consommation. Autrement dit, ce début 1999 ne semble pas se caractériser par un recul apparent de la demande des ménages ; il y a là le signe que la reprise de la consommation intervenue ces derniers mois continue aujourd'hui de s'appuyer sur une demande soutenue.

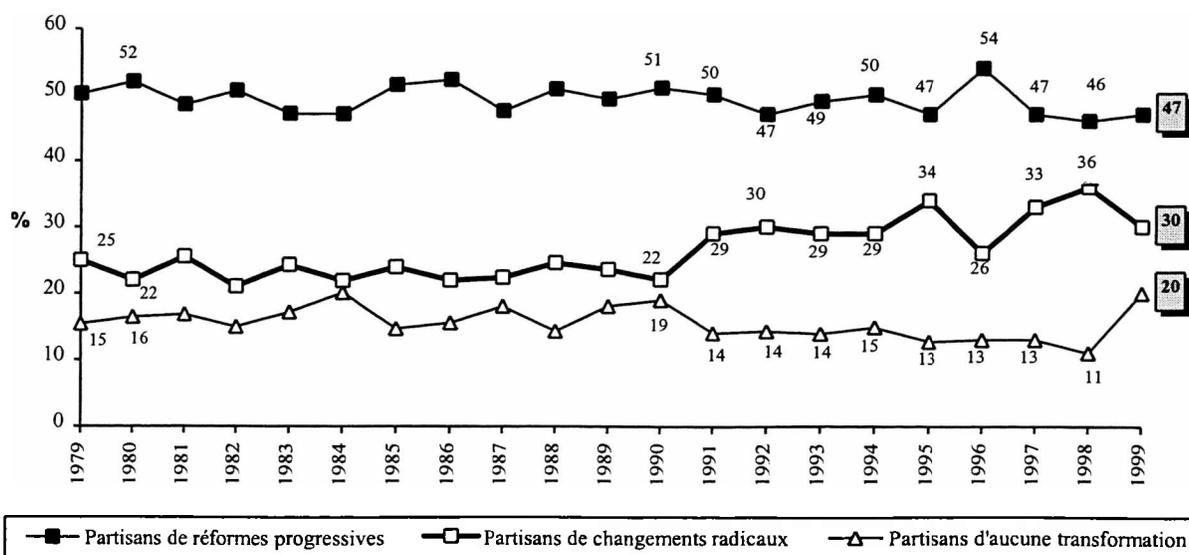
3. La contestation sociétale reflue et les inquiétudes diminuent

Est-ce dû aux pronostics favorables sur l'évolution du chômage ? Au regain des espoirs individuels ? Ou, plus profondément, au recul du pessimisme collectif sur la situation des autres ? Toujours est-il que la demande de réformes radicales de la société s'atténue sensiblement cette année : 30% des Français l'expriment en ce début 1999, contre 36% il y a un an (Graphique 8).

Certes, la volonté réformatrice des Français reste toujours élevée : 77% de la population continuent à prôner des transformations profondes de la société, qu'elles soient progressives (47%) ou radicales (30%). Mais le nombre de nos compatriotes qui ne désirent pas de modifications sociétales est en hausse : il représente, cette année, 20% de la population (+ 9 points en un an), taux qui était celui que l'on observait dans la période 1982-1990. Avec l'amélioration du moral des Français, la contestation sociétale recule donc ; en même temps, un certain « conservatisme » réapparaît.

Graphique 8

Un recul de la demande de réformes radicales de la société



Source : CREDOC, Enquêtes "Conditions de vie et Aspirations des Français" (janvier de chaque année).

En vérité, les deux mouvements qui s'entrecroisent ici semblent relativement bien identifiables :

- * Avec l'amélioration ressentie de la situation économique, le nombre de « radicaux » recule partout. Mais la diminution est un peu plus forte, d'abord dans les groupes plutôt défavorisés ou habituellement revendicatifs (- 10 points chez les ouvriers, - 7 points chez les titulaires de bas revenus, contre - 6 points en moyenne). Ensuite, le recul du radicalisme est conséquent dans les catégories qui, l'an dernier, avaient connu une soudaine poussée de fièvre, c'est-à-dire semblaient avoir alors des raisons de fort mécontentement vis-à-vis du climat social, de l'évolution économique ou des changements politiques (cadres, diplômés du supérieur, femmes au foyer, cf. Tableau 10).

Ce recul de la « grogne revendicative » n'apparaît cependant pas cette année chez les travailleurs indépendants, toujours autant « contestataires » (38% prônent des réformes radicales, contre 39% l'an dernier). Elle n'apparaît pas non plus chez les Franciliens de moins de 40 ans qui, depuis deux ans, ont évolué sur ce point en sens contraire de l'ensemble de la population (32% prônent maintenant des réformes radicales, contre 28% l'an dernier).

Tableau 10

Les groupes dans lesquels le radicalisme a reculé le plus vite
- Pourcentage d'individus prônant des réformes radicales de la société -

(en %)

	Début 1998 (A)	Début 1999 (B)	Evolution 1998 - 1999 (B) - (A)
. Ouvrier	45	35	- 10
. Revenus moyens, de 8 000 F à 12 000 F./mois ..	41	31	- 10
. 50-64 ans	37	28	- 9
. Diplômé du supérieur	32	23	- 9
. Réside dans une agglomération provinciale de plus de 100 000 habitants	39	30	- 9
. Cadre (moyen ou supérieur).....	32	24	- 8
. Femme au foyer	40	32	- 8
. Dispose, dans son foyer, de moins de 6 000 F./mois	41	34	- 7
Ensemble de la population.....	36	30	- 6

Source : CREDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations des Français »

- * **Le mouvement de « conservatisme »** apparent, quant à lui, a touché tous les groupes socio-démographiques, mais il est tout particulièrement accentué dans cinq catégories précises : les moins de 25 ans (+ 13 points en un an, contre + 9 en moyenne), les femmes actives (+ 15 points), les diplômés du supérieur (+ 16 points), les salariés titulaires du secteur public (+ 14 points) et les cadres (+ 12 points). Cette montée soudaine de l'idée que la société n'a pas -ou n'a plus- besoin de transformations profondes est peut-être **le révélateur**, plus exacerbée dans quelques groupes, **d'un désir de « pause » dans le rythme des réformes –ou de certaines des réformes envisagées-**.

Toujours est-il que ce recul des demandes de transformation radicale de la société se retrouve dans deux autres des facettes des opinions des Français.

D'une part, il va de pair avec **une amélioration des jugements portés sur le fonctionnement de la justice**, même si 66% des Français en sont encore insatisfaits (mais cela concernait 71% d'entre eux, il y a un an). En tout état de cause, les groupes, souvent aisés, chez lesquels on avait senti, l'an dernier, une exacerbation particulière vis-à-vis de la justice ont réduit sensiblement leurs critiques (- 18 points cette année chez les moins de 25 ans, - 15 points chez les indépendants, - 13 points chez les diplômés du supérieur). La mise en cause du bon fonctionnement de l'institution s'est cependant cette année accru dans un groupe (+ 2 points) : les plus de 65 ans (et donc les retraités).

D'autre part, **l'amélioration du climat sociétal réapparaît dans un autre constat : celui de la baisse des inquiétudes formulées par les Français.**

Rappelons que l'indicateur d'inquiétudes du CREDOC prend en compte quatre sujets de risques possibles –autres que le chômage, volontairement exclu ici- ; ceux-ci concernent des domaines très différents, relatifs à des dangers aussi bien **individuels** (maladie grave, accident de la route, agression dans la rue) que **collectifs** (accident de centrale nucléaire). Cet indicateur mesure le nombre de personnes inquiètes **conjointement sur les quatre thèmes**. Il traduit donc une « peur cumulée », non réductible à un seul sujet.

Or, cette « peur » a sensiblement reculé au début 1999 (- 3 points) : 23% des Français peuvent être maintenant considérés comme inquiets, contre 26% l'an dernier. On

retrouve ici le taux qui avait été atteint au début 1997, après huit ans de niveau d'inquiétudes record (Tableau 11).

Tableau 11
Une baisse des inquiétudes *

	1982- 1983	1986- 1987	1988- 1989	1990- 1991	1992- 1993	Début 1994	Début 1995	Début 1996	Début 1997	Début 1998	Début 1999
% d'individus « inquiets »**	14	22	29	28	26	28	30	28	23	26	23
% d'individus « tranquilles »***	14	12	10	7	7	7	6	8	11	8	11

Source : CREDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations des Français ».

* L'indicateur d'inquiétudes prend en compte quatre sujets différents : risque d'une maladie grave, risque d'un accident de la route, risque d'une agression dans la rue et risque d'un accident de centrale nucléaire.

** Pourcentage d'individus déclarant éprouver de l'inquiétude, pour eux ou pour leurs proches, face à chacun des quatre sujets retenus (cumul des quatre domaines).

*** Pourcentage d'individus déclarant ne pas éprouver d'inquiétudes, pour eux ou pour leurs proches, sur aucun des quatre sujets retenus.

Ce recul des craintes ne relève cependant pas tant d'une diminution générale de toutes les inquiétudes que **d'une baisse spectaculaire**, d'un niveau très surprenant, de **l'appréhension vis-à-vis du risque d'agression dans la rue** (- 11 points d'inquiets de ce risque, contre - 2 points pour les craintes relatives à la maladie grave, - 1 point pour celles ayant trait à l'accident de centrale nucléaire et même une hausse de 1 point des peurs concernant l'accident de la route). D'ailleurs, le recul enregistré ici a surtout affecté les personnes se déclarant « **beaucoup** » inquiètes d'une agression (32% l'étaient il y a un an, 20% le sont aujourd'hui).

Tableau 12
Le pourcentage d'individus inquiets, pour eux-mêmes ou leurs proches, ...
- Evolution 1995-1999 -

	Début 1995	Début 1996	Début 1997	Début 1998	Début 1999	Evolution 1998-1999
... D'une maladie grave	83	80	75	80	78	- 2
... D'un accident de la route	72	71	64	69	70	+ 1
... D'une agression dans la rue	58	50	51	56	45	- 11
... D'un accident de centrale nucléaire	48	47	41	42	41	- 1

Source : CREDOC, Enquêtes "Conditions de vie et Aspirations des Français".

De fait, le nombre d'individus préoccupés, pour eux ou pour leurs proches, d'une agression dans la rue représente aujourd'hui 45% de la population, c'est-à-dire le niveau le plus bas atteint depuis 1984. Mais si cette baisse des craintes d'une agression a tant joué cette année sur l'indicateur d'inquiétudes, c'est parce qu'elle a surtout touché les groupes habituellement les « plus craintifs », c'est-à-dire ceux qui expriment aussi, par ailleurs, des préoccupations élevées vis-à-vis des trois autres risques. On sait en effet que font habituellement partie des groupes « les plus inquiets » les bas revenus, les personnes âgées, les femmes au foyer et les non-diplômés¹. Or, ce sont précisément ces groupes qui ont vu leur appréhension vis-à-vis de l'agression dans la rue régresser le plus ; celle-ci a aussi beaucoup reculé chez les habitants de grosses villes de province ou les résidents des régions « Nord » et « Est » de la France (Tableau 13).

Tableau 13

Le pourcentage d'individus « très inquiets » du risque d'agression dans la rue
- Principales baisses intervenues cette année -

(en %)

	Début 1998 (A)	Début 1999 (B)	Evolution 1998 - 1999 (B) - (A)
. Habite la région « Est »	37	17	- 20
. Habite la région « Nord »	42	23	- 19
. Retraité	37	20	- 17
. Dispose, dans son foyer, de moins de 6 000 F./mois	38	22	- 16
. Ne dispose d'aucun diplôme	41	25	- 16
. Réside dans une agglomération provinciale de plus de 100 000 habitants (hors Paris, R.P.)	36	21	- 15
. Ouvrier	37	23	- 14
. Femme au foyer	38	24	- 14
. Vit en HLM	43	29	- 14
. Dispose, dans son foyer, de 12 000 à 15 000 F./mois	31	17	- 14
Ensemble de la population.....	32	20	- 12

Source : CREDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations des Français »

¹ Voir « Les inquiétudes des Français ou l'évolution des craintes de 1982 à 1996 », Cahier de Recherche du CREDOC, n° 107, octobre 1997.

Pourquoi une baisse si prononcée des inquiétudes concernant l'agression dans la rue ? Il est difficile d'y répondre, mais il n'est peut-être pas abusif d'émettre l'hypothèse que le raisonnement effectué en matière de chômage peut également s'appliquer ici : le développement, ces derniers mois, de débats publics sur le thème de la sécurité et, en particulier, l'affirmation répétée, au niveau gouvernemental, d'une volonté nouvelle de s'attaquer délibérément aux problèmes d'insécurité quotidienne, le début de mise en place de « contrats locaux de sécurité », ont pu contribuer à convaincre l'opinion, par ailleurs globalement plus confiante, **qu'il était possible d'endiguer le mal**, à condition de se porter, de façon volontariste, au devant de lui. En tout état de cause, cette conviction semble avoir davantage atteint les groupes de population relevant de situations objectivement défavorables ou susceptibles d'être davantage exposés au risque concerné (bas revenus, habitat en HLM, ouvriers, personnes âgées...).

Mais les ressemblances avec les jugements portés en matière de chômage s'arrêtent là. Alors que les risques **individuels** liés à la situation du chômage restent élevés et que les préoccupations **sociétales** relatives à ce fléau connaissent une accalmie (voir ci-dessus), la situation est inverse en matière d'insécurité : **les craintes individuelles d'agression semblent connaître un recul, tandis que les préoccupations relatives à la place de la violence, de l'insécurité dans la société s'accroissent.**

En vérité, au risque de caricaturer l'analyse, on peut relever que la mobilisation grandissante autour des préoccupations sécuritaires semble avoir eu des **effets opposés dans les catégories du bas ou du haut de l'échelle sociale :**

- Celui de **réduire les craintes individuelles relatives à ce sujet dans les catégories les plus proches d'une certaine insécurité effective**, celles dont les conditions de vie semblent favoriser le sentiment personnel de plus grande exposition au risque.
- Celui **d'accroître les préoccupations sociétales relatives à « la violence, l'insécurité » dans des groupes plutôt aisés et diplômés** (cf. Tableau 4 ci-dessus), groupes qui ne sont pas particulièrement craintifs, pour eux-mêmes, du risque d'une agression dans la rue, c'est-à-dire ceux qui en sont peut-être objectivement le plus éloignés.

De fait, au total, l'indicateur global d'inquiétudes a surtout reculé cette année dans les groupes évoqués ci-dessus, c'est-à-dire chez les ouvriers (- 7 points, contre - 3 en moyenne), chez les femmes au foyer (- 9 points), chez les bas revenus (- 8 points), chez les retraités (- 5 points) et chez les habitants de grosses agglomérations provinciales (- 7 points). Il a aussi baissé chez les habitants des petites communes, ou chez les travailleurs indépendants. A l'inverse, le nombre d'inquiets s'est plutôt accru chez les cadres (+ 3 points), les habitants de la région parisienne (+ 2 points), chez les moins de 24 ans (+ 2 points) et les titulaires de revenus élevés (+ 1 point).

Autrement dit, c'est surtout dans les variations d'opinions **concernant la peur de l'agression dans la rue** que l'on peut trouver les explications relatives à la montée ou à la baisse des inquiétudes de ces derniers mois : **motrice dans la hausse de l'indicateur l'an dernier, cette peur explique également le mouvement de baisse intervenu cette année.** Ce qui signifie que l'accalmie mise en évidence par l'indicateur ne traduit pas, à coup sûr, un mouvement général de recul des inquiétudes, mais **une inflexion encore ponctuelle**, dont l'impact à moyen terme dépendra beaucoup des discours et mesures prises en matière de sécurité quotidienne.

4. Le modernisme des Français continue à s'accroître et pas seulement en matière de mœurs : l'innovation technologique commence à séduire

Enfin, un quatrième élément positif apparaît en ce début 1999 : les Français semblent faire preuve d'une « **modernité** » **croissante**, et, à vrai dire, en partie inédite quand il s'agit d'attitudes concernant l'innovation technologique.

Cette montée du modernisme concerne d'abord, en effet, les opinions professées **en matière de mœurs**. Bien entendu, il s'agit toujours d'un mouvement **relativement lent**, mouvement engagé depuis plusieurs années, qui ne permet pas, en tout état de cause, d'affirmer que les Français auraient soudainement « basculé » du côté d'une modernité absolue en matière d'habitudes de vie : la famille demeure une **valeur-refuge** pour 62% et le mariage, **le symbole fort d'une union** qui demeure avant tout indissoluble ou dissoluble que très exceptionnellement (c'est l'opinion de 54% de nos concitoyens).

Il reste que la progression vers le modernisme se poursuit, lentement mais significativement, puisqu'elle concerne tout à la fois **chacun des trois sujets** révélateurs, dans notre enquête, des attitudes en matière de mœurs (Tableau 14) : 38% des Français considèrent que la famille **n'est pas** le seul endroit où l'on se sent bien et détendu (+ 1 point en un an, + 4 points en deux ans) ; 45% voient dans le mariage une union qui peut être dissoute **par simple accord des parties** (+ 3 points en un an, + 6 points en deux ans) ; enfin, 60% sont favorables à la possibilité pour les femmes de choisir d'exercer une activité professionnelle (+ 3 points en un an, + 4 points depuis 1997).

En matière de mariage et de travail féminin d'ailleurs, jamais les opinions modernistes n'avaient été aussi élevées depuis 1978, date de la création de notre système d'enquêtes.

Tableau 14

L'accroissement du modernisme en matière de mœurs se poursuit

(en %)

	Début 1993	Début 1994	Début 1995	Début 1996	Début 1997	Début 1998	Début 1999	Evolution 1997-1999
Pourcentage d'individus estimant que :								
... La famille n'est pas le seul endroit où l'on se sent bien et détendu	30	30	33	34	34	37	38	+ 4
... Le mariage est une union qui peut être dissoute par simple accord des deux parties	39	38	39	39	39	42	45	+ 6
... Les femmes devraient toujours travailler ou travailler dans tous les cas où elles le désirent	47	45	51	54	56	57	60	+ 4

Source : CREDOC, Enquêtes "Conditions de vie et Aspirations des Français".

Cette montée du modernisme en matière de mœurs a surtout affecté deux groupes différents :

- * D'une part, **des catégories jusqu'alors peu coutumières du fait** : on peut classer ici les retraités (et les personnes âgées) et les habitants de communes rurales. Leur « ouverture » nouvelle à une certaine modernité ne tient d'ailleurs pas tant dans une évolution de leurs attitudes envers la famille que dans une acceptation plus grande du travail féminin et de l'idée de dissolubilité du mariage.
- * D'autre part, **des catégories dans lesquelles la montée des idées modernistes, déjà nette l'an dernier, continue sa progression** : cela concerne les cadres et les diplômés (déjà habitués à un modernisme élevé), les travailleurs indépendants et les habitants de grosses villes de province (100 000 habitants et plus). Chez ces derniers, ce sont avant tout les attitudes sur la famille qui évoluent rapidement : 48% des habitants de grosses agglomérations provinciales estiment maintenant que la famille n'est pas le seul endroit où l'on se sent bien, contre 38% il y a deux ans. Chez les travailleurs indépendants, les variations intervenues sont tout à fait spectaculaires sur les trois sujets abordés : chez eux, par exemple, 63% sont maintenant partisans du travail des femmes, contre 51% il y a deux ans. De même, 38% ne voient pas la famille comme le seul lieu de détente, contre 27% au début 1997.

A l'inverse, le modernisme en matière de mœurs a **reculé** cette année chez les **employés**, plus frileux aussi bien en matière de famille que de travail féminin.

Mais cette montée de « modernité » se retrouve aussi et c'est là un phénomène nouveau, dans **le regard séduit porté sur l'innovation technologique**. En vérité, ce ne sont pas les jugements relatifs aux retombées du progrès ou des découvertes scientifiques qui ont varié ; de ce point de vue, la « prudence » des Français n'a guère évolué : ainsi, seulement 22% d'entre eux (contre 21% l'an dernier) estiment que les découvertes scientifiques améliorent « beaucoup » la vie quotidienne.

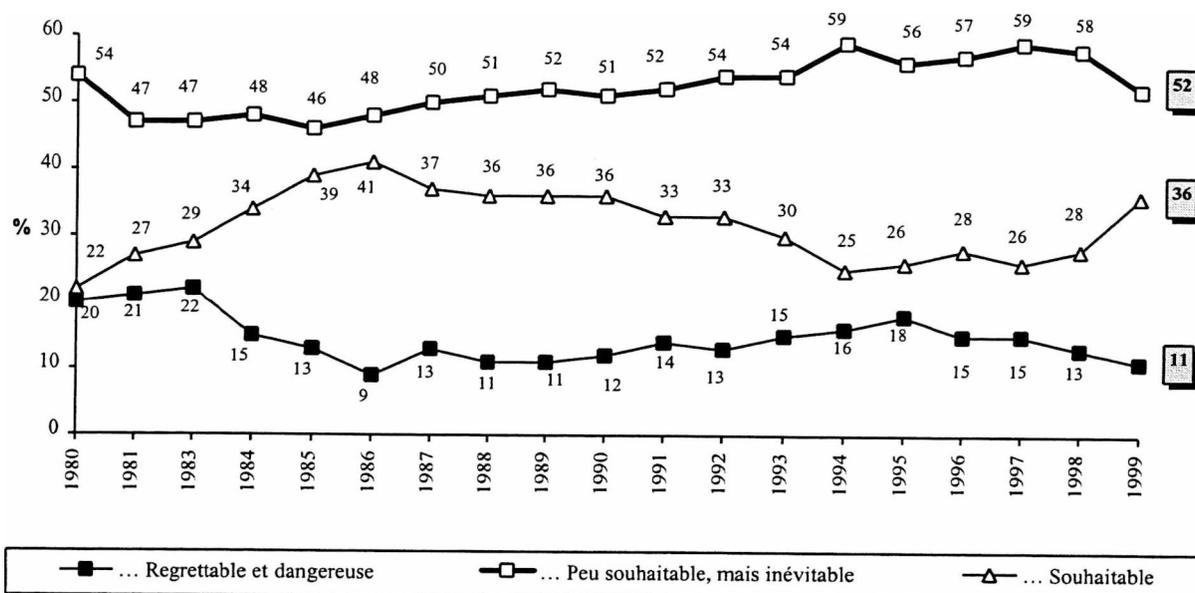
L'évolution concerne plus précisément **les opinions affichées à l'égard de l'innovation technologique et des moyens modernes de télécommunications** :

- * Premier élément très significatif : **les attitudes concernant la diffusion de l'informatique**. Certes, les Français déclarent encore subir ce développement avec un certain fatalisme (52% pensent que cette diffusion est « peu souhaitable, mais inévitable »). Mais alors qu'il y a un an, 28% de la population trouvaient « souhaitable » l'essor de l'informatique, cela concerne maintenant 36% des Français (+ **8 points en un an**). Les opinions fatalistes ont reculé de 6 points et celles dénonçant la part menaçante prise par l'informatique, de 2 points (Graphique 9).

Bien entendu, les partisans du développement informatique sont encore largement minoritaires (36%), mais on est revenu à la situation des années 87-90. Fait assurément notable : cette montée des souhaits à l'égard de la diffusion de l'informatique a affecté **tous les groupes socio-démographiques sans exception**. Autrement dit, elle a touché cette année aussi bien les cadres (+ 11 points) que les ouvriers (+ 10 points), les gens aisés (+ 6 points) que les bas revenus (+ 7 points), les diplômés du supérieur (+ 7 points) comme les non-diplômés (+ 9 points) ou les seniors (+ 6 points). Elle a été très forte chez les jeunes Franciliens (+ 19 points).

Graphique 9

Une remontée de l'idée que la diffusion de l'informatique est une chose souhaitable

- Considère la diffusion de l'informatique comme une chose...¹ -

Source : CREDOC, Enquêtes "Conditions de vie et Aspirations des Français" (janvier de chaque année).

- * Un deuxième élément est tout aussi parlant : l'attraction des Français pour les produits comportant des innovations technologiques s'est, en douze mois, sensiblement accru. Cet attrait était, en effet, partagé par 38% de la population l'an dernier² ; il l'est à présent par 46% (Tableau 15). Certes, la population la plus sensible aux sirènes de l'innovation est toujours plus jeune, plus diplômée et plus aisée qu'en moyenne. Mais l'attraction envers les produits technologiquement innovants s'est amplifiée cette année **dans tous les groupes sociaux**, y compris chez les personnes de 65 ans et plus (+ 12 points, contre + 8 en moyenne), chez les non-diplômés (+ 10 points) et chez les bas revenus (+ 6 points). C'est chez les habitants de grandes villes de province que l'évolution a été la plus forte (+ 13 points).

¹ Le libellé exact de la question est : « Au cours des années à venir, la diffusion de l'informatique va modifier certains aspects des conditions de vie. Considérez-vous cette évolution : 1. Comme une chose souhaitable, 2. Comme une chose peu souhaitable, mais inévitable, 3. Comme une chose regrettable et dangereuse ? ».

² Cf. G. Hatchuel, J.-P. Loisel, « Les Français et l'innovation technologique », le 4 pages du SESSI, Secrétariat d'Etat à l'industrie, n° 91, Mai 1998.

Tableau 15

L'attirance envers l'innovation technologique s'accroît sensiblement

- Etes-vous attiré ou pas par les produits comportant une innovation technologique ?-

(en %)

	Début 1998	Début 1999	Evolution 1998 - 1999
. Très attiré	8 } 38	10 } 46	+ 2
. Assez attiré	30	36	+ 6
. Peu attiré	35	34	- 1
. Pas du tout attiré	27	19	- 8
Ensemble (y.c. n.s.p.)	100	100	-

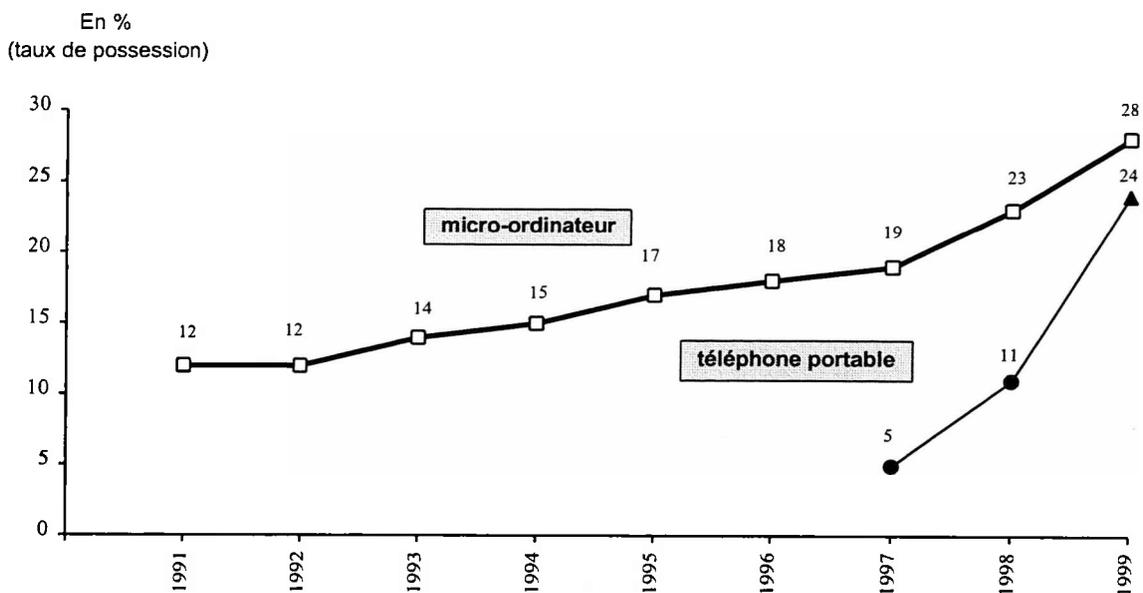
Source : CREDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations des Français »

Ces éléments, faut-il le souligner, ne sont évidemment pas sans rapport avec l'amélioration, surprenante par son amplitude, du moral des Français : l'attrait envers l'innovation se conjugue avec un certain optimisme vis-à-vis de l'avenir et repose sur une capacité, individuelle et collective, à dominer ses craintes.

Mais, ces évolutions ne peuvent pas, non plus, ne pas être rapprochées de la diffusion spectaculaire, intervenue ces derniers mois, des **produits de communication de haute technologie** : le téléphone portable a doublé son taux de pénétration dans l'année (24% des Français déclarent en disposer) ; 28% des Français ont maintenant un micro-ordinateur à domicile (contre 19% il y a à peine deux ans). Remarquons d'ailleurs que le micro-ordinateur a gagné, ces deux dernières années, 9 points de pénétration, ce qu'auparavant il n'avait pu grignoter qu'en huit ans (Graphique 10). Enfin, 6% de nos concitoyens disposent aujourd'hui, chez eux, d'une connexion à Internet. A vrai dire, la pratique de ces produits, leur diffusion extrêmement rapide, et l'attrait considérable qu'ils paraissent exercer jouent probablement **un rôle moteur** dans les changements de mentalités qui semblent commencer à affecter les Français en matière d'innovation technologique. Il est clair que la consommation au sens large a bénéficié, ces derniers mois, de cette attirance nouvelle.

Graphique 10

Une diffusion spectaculaire du portable et du micro-ordinateur



Source : CREDOC, Enquêtes "Conditions de vie et Aspirations des Français" (janvier de chaque année).

Ainsi, moins frileux face à la technologie, moins casaniers dans leurs habitudes de vie, les Français semblent, avec l'amélioration de leur moral, avoir acquis le désir d'entrer de plain-pied dans la modernité. Le pas réalisé cette année dans cette direction est, en tout état de cause, particulièrement significatif.

5. Les interrogations sur les effets déresponsabilisants des prestations sociales se maintiennent à un haut niveau

Mais l'ensemble de ces attitudes optimistes, porteuses, sous leurs différentes facettes, d'une confiance, à vrai dire, inédite envers le présent et l'avenir, ne semblent pas avoir touché tous les domaines : force est de constater que **les doutes exprimés par les Français sur les effets « pervers » du système social restent particulièrement forts**. Ces interrogations semblent même se confirmer cette année avec un certain systématisme, traduction de leur enracinement dans tous les groupes socio-démographiques.

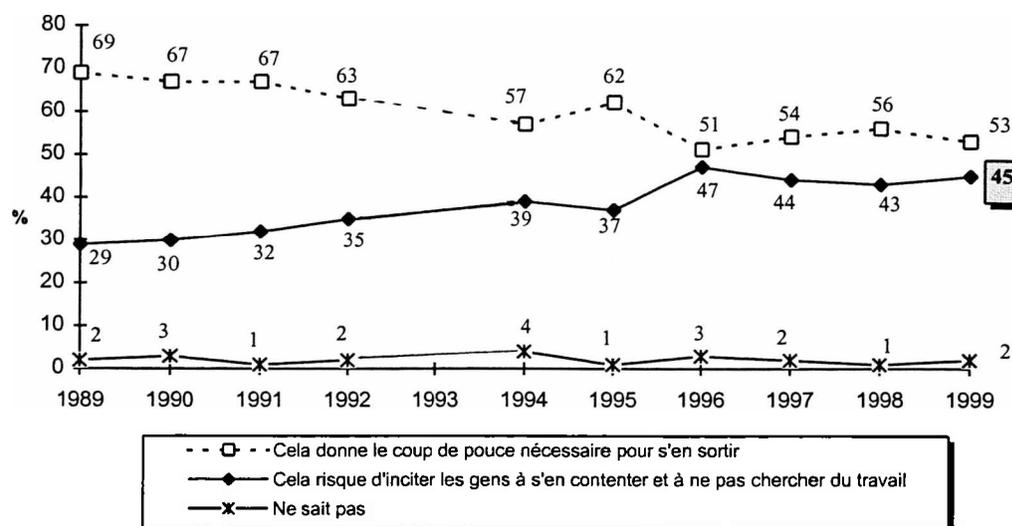
Nous avons pu, l'an dernier, penser qu'avec la montée d'une certaine contestation, l'évolution mise en évidence tenait aux multiples fractures, alors de plus en plus apparentes, d'un corps social tiraillé par des attentes contradictoires. Or, la fragmentation existant dans la société française a nettement reculé : la montée contestatrice a régressé dans toutes les catégories, les anticipations individuelles se sont améliorées dans tous les groupes et l'amélioration des pronostics du chômage a touché unanimement les Français.

Autrement dit, le changement conséquent de climat n'a pas affecté les jugements avancés, depuis trois ou quatre ans, en matière sociale : l'amélioration ressentie du climat économique n'a pas fait faiblir **l'attitude de rigueur** que les Français affichent envers les modalités de distribution de certaines aides sociales, ni leur volonté d'un **meilleur « contrôle »** de ces aides.

Premier élément significatif de cette « rigueur » : un nombre important de nos concitoyens (45% exactement) considèrent aujourd'hui qu'une allocation comme le RMI risque « d'inciter les gens à s'en contenter et à ne pas chercher du travail » (Graphique 11). Ce taux a repris deux points cette année, et il retrouve quasiment le niveau exceptionnel atteint en 1996 (47%).

Graphique 11

Au sujet du revenu minimum d'insertion (RMI), pensez-vous plutôt que :



Source : CREDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations des Français » (janvier de chaque année)

Mais le plus significatif est que l'accroissement des interrogations sur les effets désincitatifs du RMI a touché **tous** les groupes sociaux, sauf deux : les moins de 25 ans, qui constituent d'ailleurs la catégorie la moins « suspicieuse » (35% « seulement » croient aux effets pervers du RMI) et les travailleurs indépendants (- 2 points cette année). Il est vrai que ces derniers constituent encore, de loin, le groupe le plus prompt à dénoncer ces effets pervers : 58% y croient (contre 45% en moyenne).

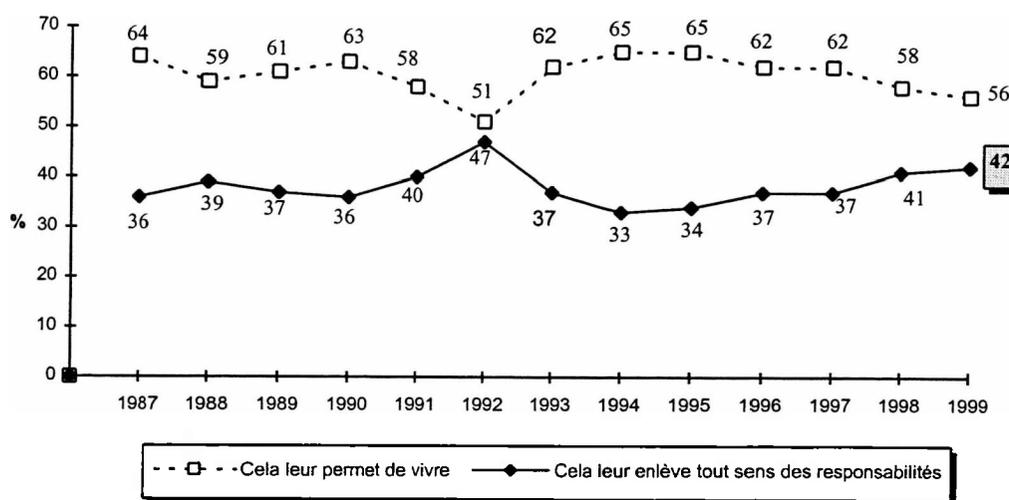
Dans toutes les autres catégories, l'accroissement des doutes est manifeste. Celui-ci est encore plus prononcé cette année chez les habitants de la région Méditerranéenne (+ 15 points, contre + 2 en moyenne), chez les personnes de 65 ans et plus (+ 6 points), chez les employés (+ 6 points) et chez les femmes actives (+ 6 points). Il a aussi touché un peu plus cette année les bas revenus (+ 4 points) et les habitants de petites communes rurales (+ 4 points).

De fait, dans quatre groupes, **une majorité** voit plus aujourd'hui dans le RMI ses effets pervers que son aspect « coup de pouce » : les indépendants (58%), les personnes de 65 ans et plus (56%), les habitants de la région Méditerranée (51%) et les non-diplômés (50%). Mais cela concerne aussi, signe que plus personne n'échappe à ce courant : 38 à 42% des cadres, des diplômés du supérieur ou des Franciliens.

Le constat ne s'arrête pas là. Un même mouvement de « contestation suspicieuse » se retrouve dans un autre jugement porté par les enquêtés (Graphique 12) : 42% des Français pensent que la prise en charge, par la collectivité, des familles aux ressources insuffisantes enlève à ces familles « **tout sens des responsabilités** ». Ce taux n'avait jamais été aussi élevé depuis 1993.

Graphique 12

Faire prendre en charge par la collectivité les familles aux ressources insuffisantes...



Source : CREDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations des Français » (janvier de chaque année)

Encore une fois, l'idée de déresponsabilisation des familles bénéficiaires est partagée aussi bien par les cadres (41%, contre 42% en moyenne) que par les ouvriers (39%), par les diplômés (41%) que par les non-diplômés (44%), par les 25-34 ans que par les retraités. A vrai dire, cette idée n'est un peu moins présente qu'à l'esprit des bas revenus (36%) ou des moins de 25 ans (34%).

Comment interpréter cette évolution ? Signifie-t-elle que nos compatriotes ont « rangé au placard » leur conception solidaire des politiques sociales ? Seraient-ils moins attachés aujourd'hui à cet Etat-Providence dont ils avaient coutume d'attendre beaucoup ? La réponse à ces questions nous paraît négative : ce n'est pas le bien-fondé des prestations que les Français remettent en cause ; ce sont plutôt les modalités de

versement et de contrôle des aides servies qui sont en question. Car la solidarité envers les plus démunis semble encore bien vivace. Deux éléments permettent de l'affirmer :

- * D'abord, 66% de la population estiment que les personnes en situation de pauvreté le sont « parce qu'elles n'ont pas eu de chance », et non parce qu'elles n'ont pas fait d'efforts pour s'en sortir. Certes, ce taux a diminué cette année (Tableau 16) ; mais il y a toujours existence, chez les Français, d'une certaine « compréhension » à l'égard des plus démunis.

Tableau 16

Entre les deux raisons suivantes, quelle est celle qui, selon vous, explique le mieux que certaines personnes vivent dans la pauvreté ?

	(en %)								
	Début 1991	Début 1992	Début 1993	Début 1994	Début 1995	Début 1996	Début 1997	Début 1998	Début 1999
C'est plutôt parce qu'elles n'ont pas eu de chance	60	60	67	70	74	69	70	69	66
C'est plutôt parce qu'elles n'ont pas fait assez d'effort pour s'en sortir	36	37	31	27	25	29	27	28	32
Ne sait pas	4	3	2	3	1	2	3	3	3
Ensemble	100	100	100	100	100	100	100	100	100

Source : CREDOC, Enquêtes "Conditions de vie et Aspirations des Français".

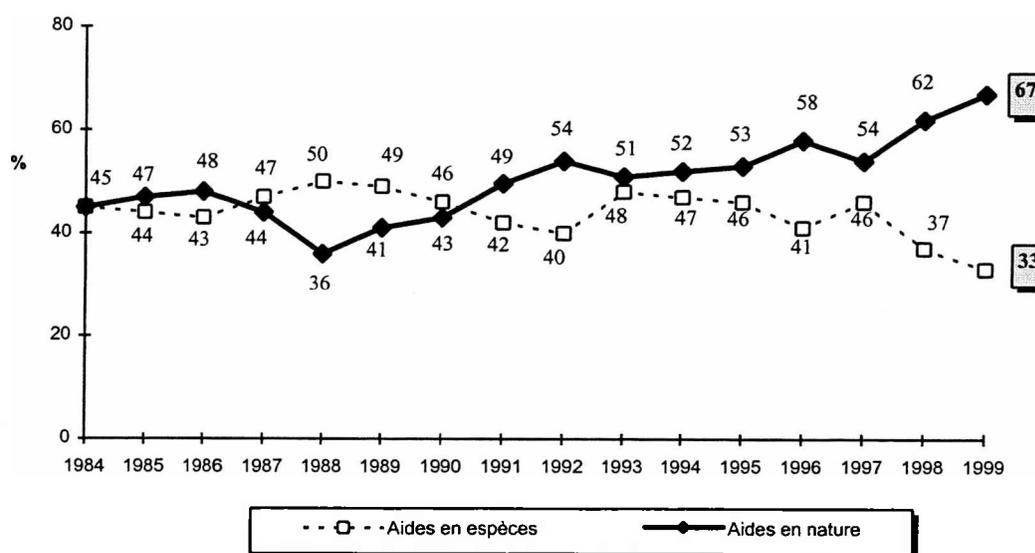
- * Ensuite, interrogés directement sur ce sujet, 74% de la population estiment que le montant du RMI versé à une personne seule n'est pas assez élevé. 78% portent ce même jugement d'insuffisance envers le montant du RMI attribué à un couple ayant deux enfants à charge.

Ce n'est donc pas la nécessité des actions menées envers les plus défavorisés qui est contestée ; ce qui apparaît plutôt, c'est l'affirmation du désir, exprimé par une bonne partie du corps social français, qu'une attention plus grande soit portée sur les modalités de distribution des prestations : on voudrait qu'elles soient ciblées au mieux vers ceux qui en ont le plus besoin ; on voudrait aussi limiter leurs éventuels effets déresponsabilisants.

On peut en prendre pour illustration l'évolution spectaculaire intervenue depuis trois ans en matière de prestations familiales : une majorité croissante de nos concitoyens (62% l'an dernier, 67% cette année) considère préférable, pour mieux aider les familles, **de leur fournir principalement des aides en nature** (sous forme d'équipements et de services). Ce taux s'est accru de **13 points** en deux ans et il n'a jamais été aussi élevé depuis 1984, début de nos premières observations sur ce sujet (Graphique 13).

Graphique 13

Parmi les solutions suivantes, laquelle vous semble préférable pour accroître l'efficacité de l'aide aux familles ?



Source : CREDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations des Français » (janvier de chaque année)

Cette demande de redistribution **en nature**, donc plus « orientatrice », plus « formatrice » pour les bénéficiaires s'est, une fois encore, affirmée ces deux dernières années dans tous les groupes sans exception. Elle a été sensiblement plus forte chez les 25-34 ans (+ 21 points en deux ans, contre + 13 en moyenne), chez les employés, les femmes au foyer, les titulaires de revenus bas ou moyens (Tableau 17).

Mais il ne s'agit là que d'un « rattrapage » : 74% des cadres, 71% des Franciliens, 71% des travailleurs indépendants, 69% des femmes actives et 73% des hauts revenus (20 000 Francs et plus par mois) prônent aussi **l'aide en nature pour accroître l'efficacité du soutien aux familles** (contre 67% en moyenne).

Tableau 17

Une montée spectaculaire de la demande d'aides en nature pour les familles
 - Groupes où la demande d'aides sous forme de services et d'équipements s'est le plus accrue en deux ans -

	(en %)		
	Début 1997	Début 1999	Évolution 1997 - 1999
. A de 25 à 34 ans	46	67	+ 21
. Dispose du bac (sans diplôme du supérieur)	53	74	+ 21
. Homme actif	53	70	+ 17
. Employé	49	65	+ 16
. Femme au foyer	46	62	+ 16
. Dispose, dans son foyer, de moins de 6 000 F./mois.....	48	64	+ 16
. Dispose, dans son foyer, de 8 000 à 10 000 F./mois	52	68	+ 16
. Vit en province, dans une ville de plus de 2 000 habitants	48	64	+ 16
Ensemble de la population	54	67	+ 13

Source : CREDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations des Français »

C'est probablement cette même volonté de mieux « cibler » et de mieux « contrôler » les prestations versées qui explique quelques-unes des évolutions intervenues cette année en matière d'assurance-chômage :

- * Un tiers de la population (32% exactement) repousse maintenant l'idée d'accorder l'indemnisation à **tous** les chômeurs (contre 28% l'an dernier et 26% il y a deux ans).
- * De même, 64% des Français estiment que « **si la plupart des chômeurs le voulaient vraiment, beaucoup pourraient retrouver un emploi** » ; ce taux n'était « que » de 57% l'an dernier. Ce mouvement à la hausse se retrouve d'ailleurs dans **toutes les catégories sans exception**. Aujourd'hui, seuls les diplômés du supérieur ne partagent pas cette idée en majorité (mais 46% le font). De fait, celle-ci est défendue par 60% des titulaires de bas revenus et 52% des chômeurs eux-mêmes. En haut de l'échelle sociale, l'idée est aussi partagée par 59% des titulaires de plus de 15 000 Francs/mois, ou 63% des Franciliens.

En définitive, l'amélioration du moral des Français ne semble donc pas s'être accompagnée de « l'indulgence sociale » qui aurait pu être facilitée par le retour présumé de la croissance : la « contestation suspicieuse » des politiques sociales se maintient à un niveau élevé. Certes, on peut se demander si, comme en matière de restrictions, le « desserrement » des contraintes des ménages ne contribuera pas, prochainement, à amoindrir cette relative « méfiance ». Il reste que les débats de ces derniers mois sur le plafonnement des prestations familiales ou les mouvements de revendication des chômeurs, semblent avoir contribué à déclencher -ou à confirmer- chez les Français, sans reflux significatif depuis, de véritables interrogations sur les modes de distribution de certaines aides sociales.

* * *
*

Amélioration sans précédent des pronostics concernant l'évolution du chômage, optimisme inédit envers l'avenir, baisse sensible du désir de transformation radicale de la société, recul des inquiétudes, modernisme croissant, les changements intervenus dans le corps social en ce début 1999 sont tels qu'on ne peut se contenter de parler d'accalmie : on est passé du « repliement » désenchanté, de la défiance collective la plus profonde, à **l'affirmation volontariste d'une confiance nouvelle**, de celle qui redonne espoir, non seulement pour des lendemains qu'on a fini de regarder avec effroi, mais espoir aussi envers un présent qu'on a l'impression de redécouvrir et sur lequel on estime, de nouveau, pouvoir agir.

L'évolution intervenue cette année est même tellement spectaculaire qu'elle redessine, en quelque sorte, **un paysage social différent** : une France apparemment **pacifiée**, soudainement plus satisfaite, ce mouvement d'« état de grâce » ayant, à vrai dire, quasiment touché tous les groupes socio-démographiques (voir « *L'Espace des Opinions* » en annexe). Comme si, d'un trait de plume, l'insatisfaction globale dans laquelle, avec une certaine délectation fataliste, nos concitoyens n'avaient cessé de

s'enliser depuis sept ans, s'était presque totalement évanouie (sauf peut-être chez les plus défavorisés).

Certes, quelques signes assombrissent l'horizon d'une société redevenue presque bleue : les préoccupations sécuritaires sont tenaces, les craintes individuelles vis-à-vis du chômage sont encore élevées, le recul des inquiétudes mérite apparemment d'être confirmé et les interrogations sur les effets pervers de certaines aides sociales culminent.

L'an dernier, dans cette même note de conjoncture, nous nous interrogeons : la société n'était-elle pas déjà convalescente, les affres encore apparentes du corps social masquant les quelques lueurs d'espoir qui semblaient, presque ironiquement alors, se faire jour ? La réponse nous est donnée cette année : il s'agissait bien de convalescence, mais d'un état que les médecins, avec prudence, n'osaient vraiment diagnostiquer.

De la même façon, ne doit-on pas, cette année, s'interroger : l'amélioration n'est-elle pas tellement forte, tellement marquante, qu'elle puisse tromper, par son ampleur exceptionnelle, l'observateur le plus averti ? Le **désir** d'amélioration ne l'emporte-t-il pas, en ce début 1999, sur l'amélioration réelle et cet état de grâce ne prépare-t-il pas des lendemains de déception ou de désenchantement ?

Il est bien difficile aujourd'hui de répondre à ces questions. Mais l'observation des opinions et de l'ampleur des fluctuations récentes montre que **le corps social a déjà bel et bien basculé du côté de l'optimisme**. Il s'agit maintenant de bien en prendre la mesure : on ne parle pas à un patient guéri comme à quelqu'un qui est encore alité. Ce sont, en vérité, les signes, les messages qu'il entendra et qu'on lui donnera à voir dans les mois qui viennent qui décideront de la poursuite de cette embellie, spectaculaire et volontariste.

* * *
*

A N N E X E

Une visualisation de l'Etat de l'Opinion au début 1999

Réalisée depuis vingt-et-un ans, l'enquête "*Conditions de vie et Aspirations des Français*" permet d'analyser, dans la durée, l'évolution de l'Etat de l'Opinion, ses grandes tendances, à travers notamment le suivi d'une série de variables significatives.

Seize de ces variables ont déjà été, à plusieurs reprises, sélectionnées pour définir ce que l'on appellera "**l'espace général des opinions des Français**"¹. Encore convient-il de bien préciser que ces variables ne sont pas relatives à des situations objectives, mais à des **données de perceptions et d'opinions**. Il s'agit d'une part, d'informations concernant la perception que les Français ont de leurs conditions de vie personnelles (cadre de vie, satisfaction vis-à-vis de son état de santé ou de son budget, ...) et d'autre part, de jugements généraux qu'ils portent sur des grands sujets de société (tels que la justice, le système de santé, la famille, le mariage, les transformations sociétales).

La batterie des questions retenues, utilisées comme variables actives d'une analyse des correspondances multiples, permet donc de construire, sur l'ensemble de la période², *l'espace général des opinions des Français*. Cette construction permet d'observer à la fois :

- La trajectoire suivie dans cet espace par l'ensemble de la population française depuis 1979. On peut ainsi visualiser la place occupée par l'opinion en ce début 1999.
- La façon dont les différents groupes socio-démographiques se situent dans cet espace à chaque période d'enquêtes, notamment en janvier 1999.

¹ Voir notamment les notes de conjoncture des cinq dernières années. On trouvera la liste des variables retenues page 64 ci-après.

² Les travaux réalisés par le CREDOC ont, en effet, montré la relative stabilité, depuis début 1979, de la structure de ces opinions. Voir « *L'Espace des Opinions des Français - 19 ans d'observations* », Cahier de Recherche du CREDOC, n° 122, Octobre 1998.

Cette visualisation met en évidence un double constat :

- **Le début 1999 se caractérise par un retour à la satisfaction**, mouvement particulièrement surprenant par son ampleur. Cette évolution « efface » purement et simplement les sept dernières années, celles où le mécontentement exprimé par nos compatriotes avait atteint des sommets (notamment de 1994 à 1998). En un mot, **la confiance est revenue ; le moral des Français affiche même un optimisme qu'on ne lui avait pas connu depuis 1982** (à l'exception de l'embellie de 1990). Si ce mouvement spectaculaire est d'une telle ampleur, c'est parce qu'il traduit une amélioration des opinions affichées sur toute une série de sujets différents : pronostics du chômage plus confiants, croyance dans des perspectives d'avenir meilleures, baisse du radicalisme et des inquiétudes, réduction des écarts entre perceptions collectives et perceptions individuelles, etc... Mais c'est aussi parce qu'il reflète un deuxième phénomène tout à fait remarquable : **la diminution du mécontentement est intervenue dans tous les groupes socio-démographiques, sans aucune exception**. Certes, quelques catégories se projettent encore du côté de l'insatisfaction, mais elles sont peu nombreuses (moins de 6 000 Francs par mois de revenus, employés, femmes au foyer). En un mot, **la diminution du mal-être a touché l'ensemble du corps social**.
- **Le mouvement général vers le « modernisme » en matière de mœurs se poursuit**. Cette inflexion n'est pas aussi forte que celle intervenue en matière de contentement, mais le niveau de modernisme atteint est maintenant plus élevé qu'en début 1982, après l'élection présidentielle : **c'est le niveau le plus haut enregistré depuis 1979**, date de création de notre système d'enquêtes. Ce mouvement vers le modernisme a touché tous les groupes, sauf les employés, les femmes actives et les femmes au foyer.

1. L'Espace général des Opinions (début 1979 - début 1999)

Les seize variables actives présentées ci-après contribuent à construire « l'espace général des opinions des Français »¹.

Cet espace met en évidence quatre zones d'opinions très marquées, qui proviennent de la combinaison des deux clivages « **satisfaction/insatisfaction** » et « **modernisme/traditionalisme** » (graphique A1).

Le premier axe : Satisfaction /Insatisfaction

Le **premier axe** (horizontal) oppose, d'un côté les individus insatisfaits de leurs conditions de vie personnelles et mécontents du fonctionnement de la société à ceux qui, de l'autre côté, témoignent d'une satisfaction générale. Tous les indicateurs personnels subjectifs (restrictions, maux, état de santé), mais aussi les points de vue sur le fonctionnement de la société en général (opinions sur la justice, sur les transformations sociétales,...), sont corrélés entre eux. Il existe donc une tendance à être systématiquement satisfait ou insatisfait.

Ainsi, à gauche de la carte (graphique A1), figurent les individus "mécontents", qui pensent que leur niveau de vie personnel est beaucoup moins bon depuis dix ans et que leurs conditions de vie vont beaucoup se détériorer dans les cinq prochaines années. Ils ne sont pas satisfaits de leur état de santé, ni de leur cadre de vie, et déclarent plus souvent s'imposer régulièrement des restrictions sur certains postes de leur budget. Leur critique à l'égard du fonctionnement de la justice est aussi plus insistante et ils souhaitent plus fréquemment des réformes radicales de la société française.

¹ Il s'agit du premier plan factoriel de l'analyse des correspondances multiples réalisée. Cette analyse porte sur plus de 42 000 individus (vingt-et-une vagues d'enquêtes).

A l'opposé (à droite du graphique A1), se situe la zone dite de "satisfaction" qui est, au contraire, marquée par un relatif optimisme : on pense là davantage que le niveau de vie des Français et le sien propre vont mieux depuis dix ans, que les conditions de vie personnelles vont rester semblables ou s'améliorer dans les cinq prochaines années. Les individus de cette zone ne s'imposent pas régulièrement de restrictions. Ils ne pensent pas souvent que la société française a besoin de transformations profondes et ils estiment que la justice fonctionne bien.

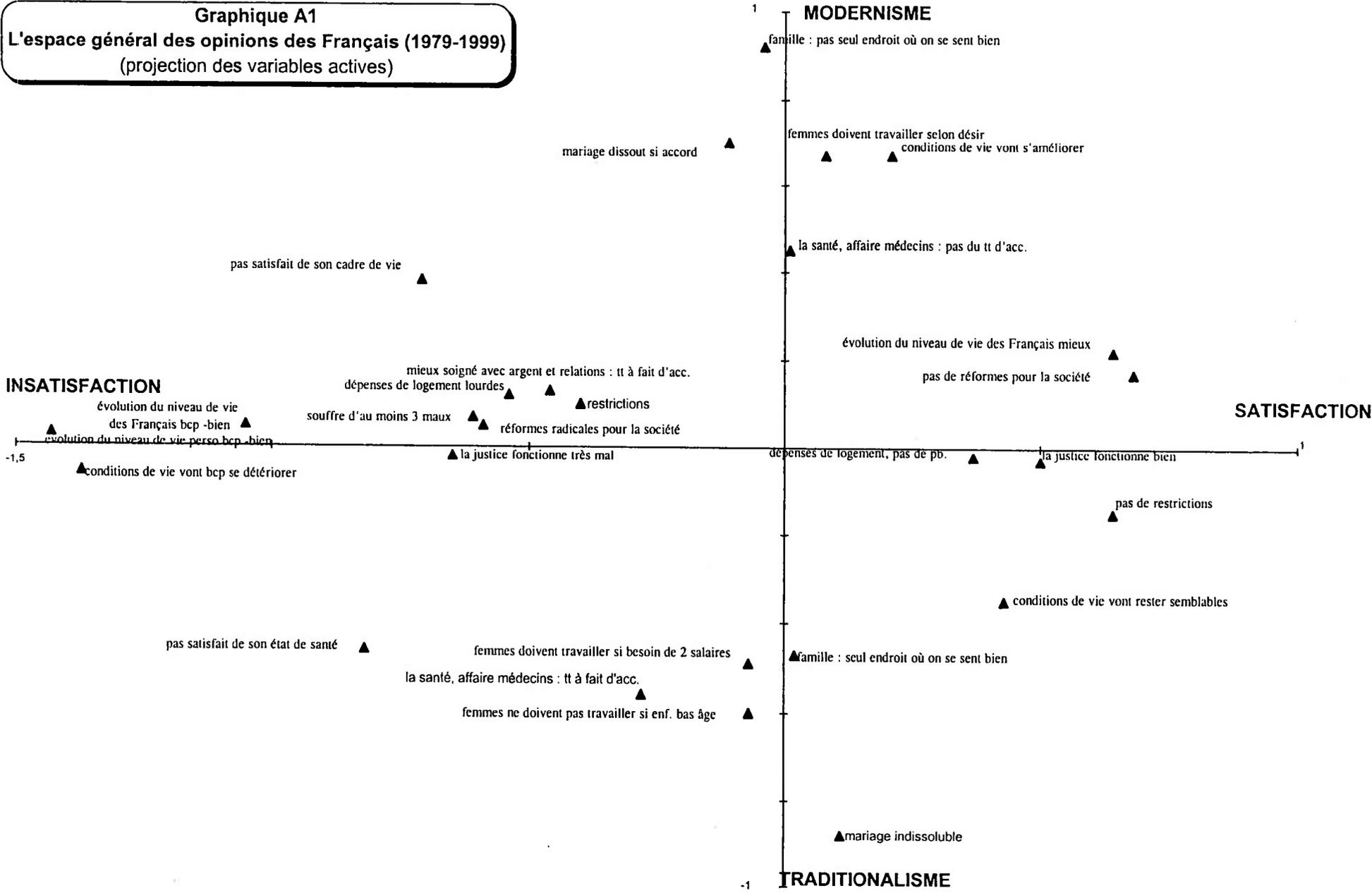
Le deuxième axe : Traditionalisme/Modernisme

Le **deuxième axe**, dont le contenu se résume, pour simplifier, à l'opposition "modernisme-traditionalisme", se détermine essentiellement à partir des opinions émises sur la famille, le mariage et le travail des femmes.

Au Nord du graphique, se trouvent les individus ayant des opinions dites "modernistes" en matière de moeurs : ils pensent plutôt que la famille n'est pas le seul endroit où l'on se sente bien et détendu, que le mariage peut être dissout par simple accord des deux parties, que les femmes devraient travailler quand elles le désirent. Figurent ici aussi les individus les plus confiants envers leurs conditions de vie à venir.

A l'inverse, au Sud du graphique, les "traditionalistes" estiment que le mariage est une union indissoluble, que la famille est le seul endroit où l'on se sente bien, que les femmes ne doivent pas travailler si elles ont des enfants en bas âge ou bien qu'elles ne doivent le faire que si la famille ne peut vivre avec un seul salaire.

Graphique A1
L'espace général des opinions des Français (1979-1999)
 (projection des variables actives)



2. L'évolution, sur vingt-et-un ans, des opinions de l'ensemble de la population française. La situation au début 1999.

La projection, dans l'espace défini ci-dessus, de la variable "année d'enquête" permet de suivre l'évolution de l'ensemble de la population française depuis le début 1979 (graphique A2).

Le corps social a connu, dans cette période, **de nombreux revirements et inflexions**. Si l'on se contente de comparer les points extrêmes (début 1979 et début 1999), on remarque que l'évolution dans la période s'est traduite globalement par un **plus grand modernisme**. Mais le fait majeur de cette année est **le retour à la satisfaction**, mouvement spectaculaire, d'ampleur jamais encore observée depuis 21 ans.

Huit grandes phases peuvent être grosso modo décelées sur l'ensemble de la période (graphique A2) :

- 1 - De 1979 à 1982, une forte diffusion des opinions modernistes sur la famille, le mariage et le travail des femmes.
- 2 - De 1982 à 1985, une perte de vitesse des opinions modernistes et une très nette montée de l'insatisfaction.
- 3 - En 1986 et 1987, un recentrage des opinions.
- 4 - En 1988, un retour très sensible, mais limité dans le temps, aux valeurs traditionnelles.
- 5 - De 1988 à 1990, un regain du modernisme, accompagné du retour d'une certaine satisfaction.
- 6 - De 1990 à 1994, une croissance continue de l'insatisfaction, allant de pair avec une diminution du modernisme.
- 7 - De 1994 à 1998, une poussée du modernisme, accompagnée d'un niveau très élevé d'insatisfaction.
- 8 - En 1999, une diminution spectaculaire du mal-être. Le retour dans la zone dite de la satisfaction ne s'était pas produit depuis 1990.

Le début 1999 se caractérise donc par une réapparition spectaculaire de ce qu'on nommera un certain « bien-être sociétal » et une nouvelle progression du modernisme. Le niveau de contentement atteint est quasiment celui de l'année 1982, quelques points de modernisme en plus.

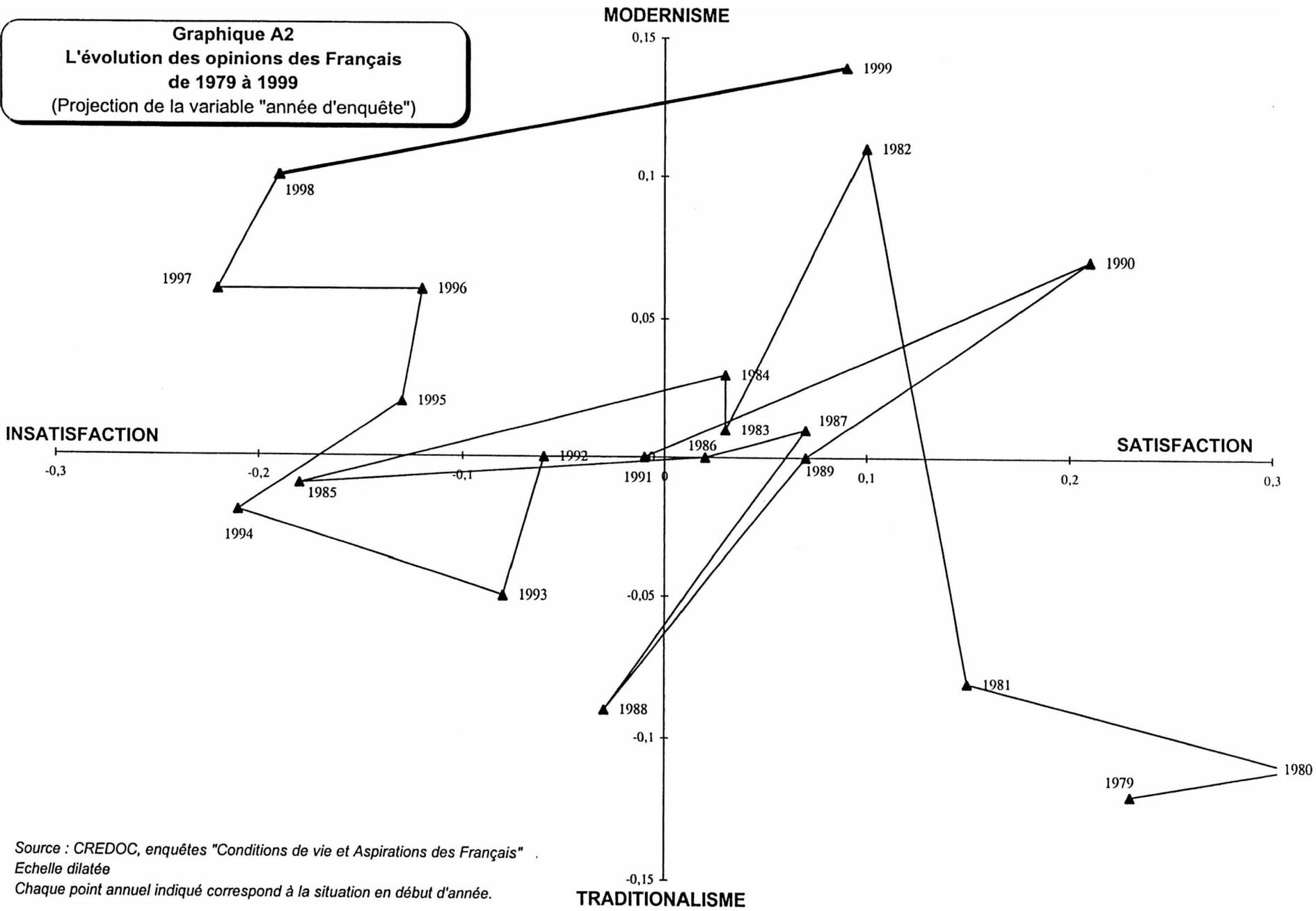
La satisfaction retrouvée cette année répond aux différents éléments positifs qui ont affecté le corps social : amélioration de l'évolution ressentie du niveau de vie personnel et des anticipations sur ses conditions de vie futures, jugements moins défavorables sur le niveau de vie de l'ensemble des Français, recul du désir de transformation radicale de la société¹, diminution des critiques sur le fonctionnement de la justice... La plupart de ces inflexions ont quasi-unanimement touché tous les groupes de la population.

La poussée vers le modernisme en matière de mœurs tient, comme l'an dernier, à la poursuite des inflexions concernant les opinions sur le mariage et sur le travail féminin et, de façon un peu plus atténuée, les attitudes sur la famille. Le modernisme a encore plus progressé dans les groupes déjà en avance en matière de mœurs (cadres, diplômés, jeunes Franciliens), mais il a également touché les travailleurs indépendants, les habitants de communes rurales et les retraités. Seuls les employés et les femmes au foyer n'ont pas été affectés par ce mouvement.

D'ailleurs, une caractéristique originale se dégage cette année : les évolutions « moyennes » évoquées ne sont pas fondamentalement différentes dans les divers groupes sociaux.

¹ « L'indicateur d'inquiétudes » n'entre pas dans les variables prises en compte pour contruire l'Espace des Opinions : les questions sur les inquiétudes n'ont, en effet, été insérées dans l'enquête qu'au début 1982.

Graphique A2
L'évolution des opinions des Français
de 1979 à 1999
 (Projection de la variable "année d'enquête")



Source : CREDOC, enquêtes "Conditions de vie et Aspirations des Français"
 Echelle dilatée
 Chaque point annuel indiqué correspond à la situation en début d'année.

3. Les évolutions d'opinion les plus marquantes au sein des différents groupes socio-démographiques

De la même façon que l'on peut décrire la trajectoire de l'ensemble de la population française depuis 1979, on peut visualiser celle de chacune des principales catégories socio-démographiques sur les vingt-et-une dernières années.

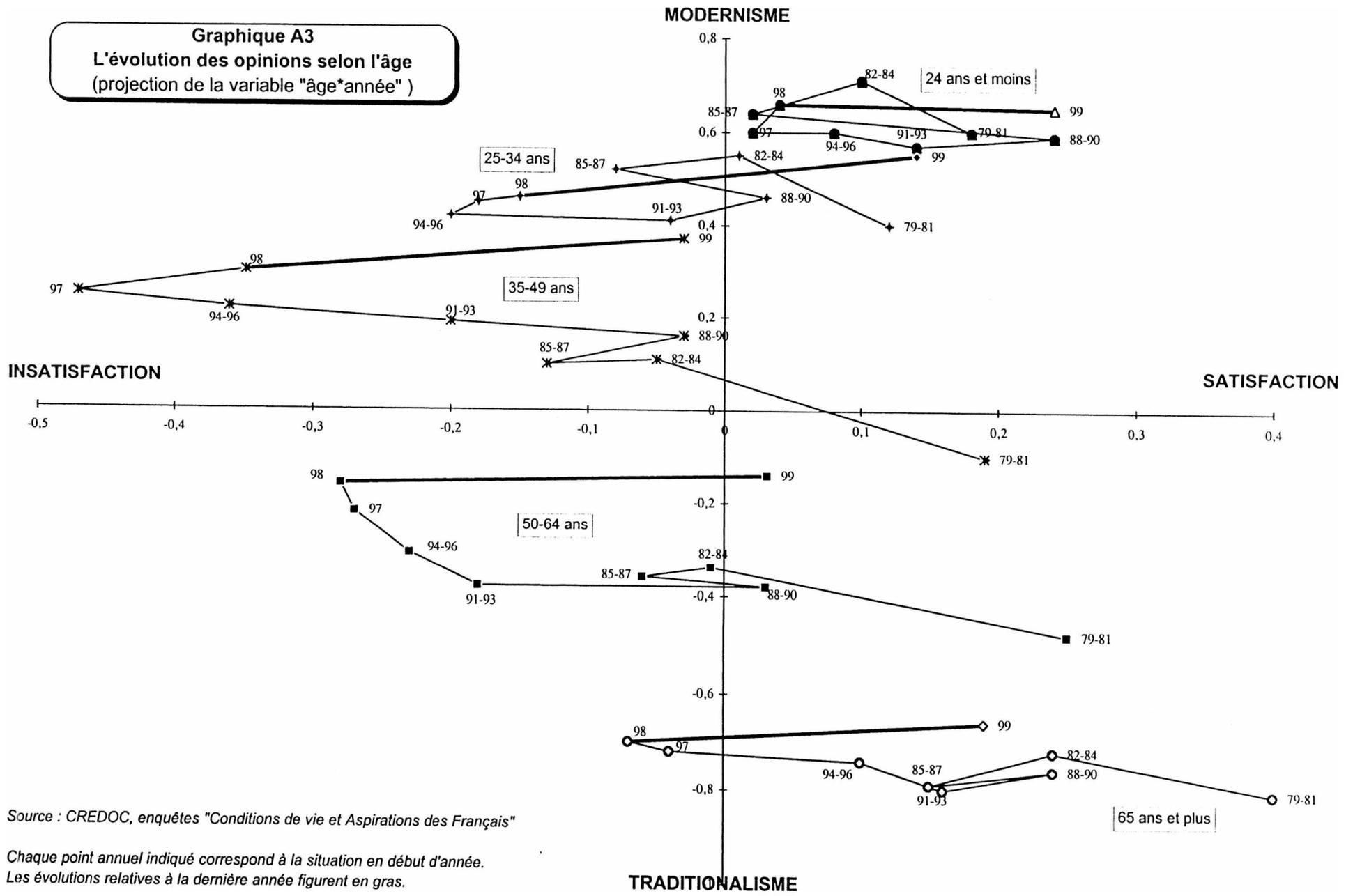
Cinq critères seront présentés, ceux mettant en évidence les évolutions les plus sensibles intervenues entre début 1998 et janvier 1999 : ils concernent l'âge des enquêtés, leur localisation géographique (Paris-province, ruraux-urbains), leur Profession-Catégorie Sociale, leur niveau de diplôme et de revenus.

Pour ce faire, nous n'avons pas représenté les vingt-et-une positions de chaque groupe social au fil des ans, mais nous avons effectué des regroupements d'années, sauf pour la dernière période, celle qui nous intéresse ici. Pour chaque groupe socio-démographique, nous disposons donc de neuf points permettant de suivre son évolution dans l'espace des opinions : 1979-1981, 1982-1984, 1985-1987, 1988-1990, 1991-1993, 1994-1996, 1997, 1998, 1999. Ce choix vise à mettre notamment en évidence les fluctuations précises intervenues ces deux dernières années, en janvier 1998, puis en début 1999.

A - L'insatisfaction a reculé dans toutes les classes d'âge. Seuls les 35-49 ans figurent encore du côté du mécontentement (graphique A3).

D'une manière générale, on observe d'abord que les jeunes sont les plus modernistes et les personnes au-delà de 50 ans, plutôt traditionalistes en matière de mœurs. Ceci étant, quel que soit le groupe analysé, les évolutions intervenues de 1979 à 1999 se sont faites nettement plus le long de l'axe horizontal (satisfaction/insatisfaction) que sur l'axe vertical (axe de traditionalisme/modernisme). Cela est, cependant, un peu moins vrai pour les moins de 25 ans (graphique A3).

Graphique A3
L'évolution des opinions selon l'âge
 (projection de la variable "âge*année")



Source : CREDOC, enquêtes "Conditions de vie et Aspirations des Français"

Chaque point annuel indiqué correspond à la situation en début d'année.
 Les évolutions relatives à la dernière année figurent en gras.

En tout état de cause, on note cette année **un recul très significatif de l'insatisfaction dans toutes les classes d'âge**. C'est chez les plus jeunes (**moins de 25 ans**) que ce recul a eu relativement moins d'ampleur ; mais il est vrai qu'il s'agit là de la seule catégorie qui, même de 1994 à 1998, n'avait jamais passé la frontière qui sépare le contentement de l'insatisfaction.

C'est dans le groupe des **35 à 49 ans** que le recul du mécontentement a été, cette année, le plus fort. Mais c'était également dans cette catégorie que le mal-être apparaissait, l'an dernier, le plus élevé : de fait, cette classe d'âge est encore la seule à se projeter, mais de justesse, du côté de l'insatisfaction.

Enfin, les années sombres de 97 et 98 sont « oubliées » chez les **plus de 65 ans** : ces derniers ont retrouvé la place qu'ils avaient abandonnée il y a trois ans, du côté du contentement.

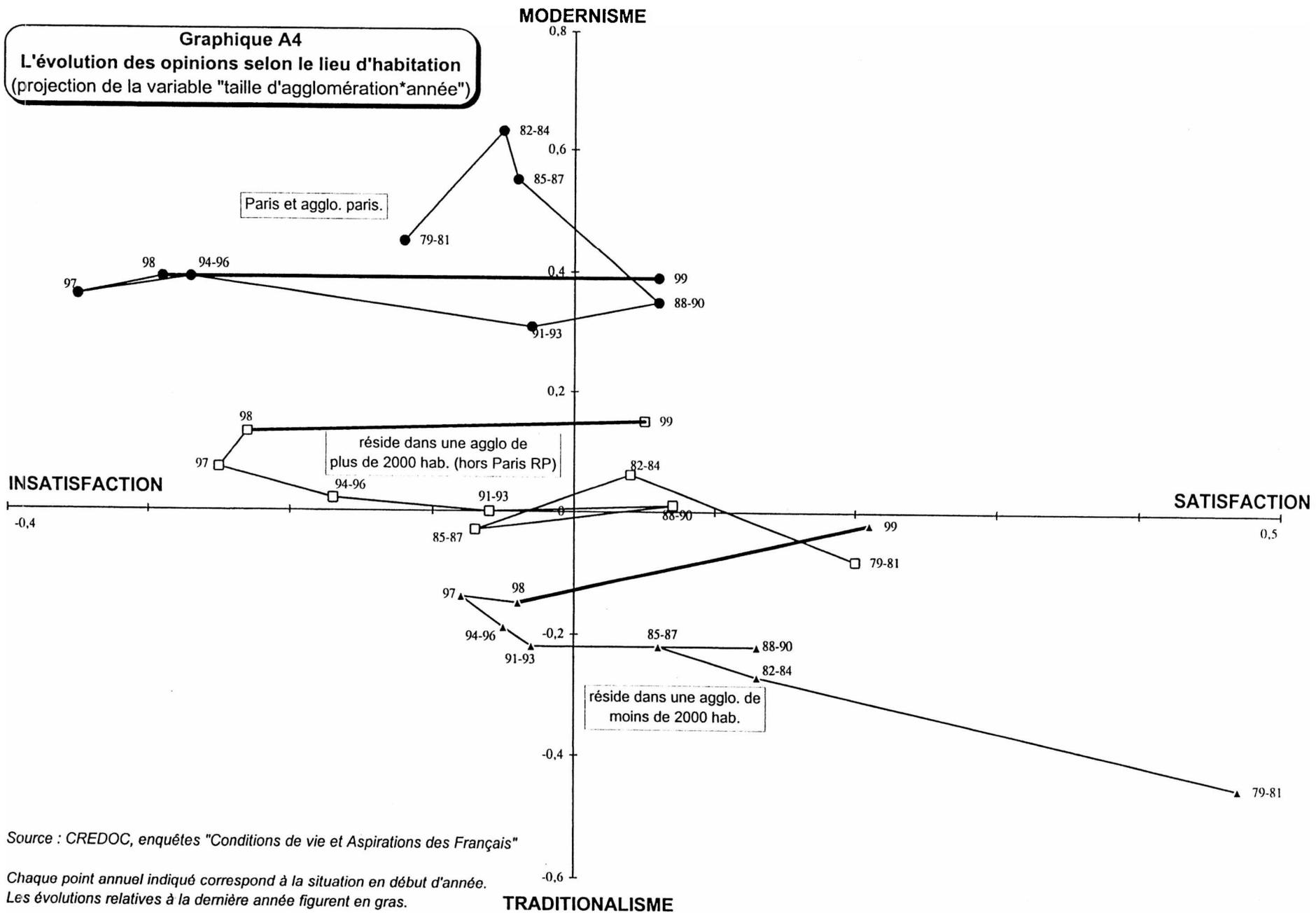
Le modernisme, quant à lui, s'est accru dans tous les groupes. C'est chez les **25-34 ans** que le mouvement a été le plus fort : le nombre de partisans du travail féminin s'est, dans cette classe, accru de 6 points (contre + 3 points en moyenne) ; leur optimisme face à l'avenir a aussi fait un bond considérable. De fait, **l'ensemble des moins de 35 ans** se confond presque maintenant dans ce qu'on appellera « une satisfaction moderniste », situation inédite, depuis 1984, pour ces deux groupes pris dans leur globalité.

B - L'insatisfaction recule encore plus vite chez les Franciliens de plus de 40 ans. Les ruraux progressent vers le modernisme (graphiques A4 et A5)

L'observation des évolutions en fonction du lieu d'habitation (graphique A4) met en évidence, encore une fois, un mouvement d'ensemble, spectaculaire, de diminution du mécontentement, mouvement relativement parallèle dans les divers groupes. Quelques différences apparaissent cependant :

- * C'est **chez les Parisiens** que le recul de l'insatisfaction a été le plus significatif, même si les provinciaux ne sont pas en reste : les trois classes analysées sont, toutes les trois, repassées du côté du contentement. C'est notamment en matière de

Graphique A4
L'évolution des opinions selon le lieu d'habitation
 (projection de la variable "taille d'agglomération*année")



Source : CREDOC, enquêtes "Conditions de vie et Aspirations des Français"

Chaque point annuel indiqué correspond à la situation en début d'année.
 Les évolutions relatives à la dernière année figurent en gras.

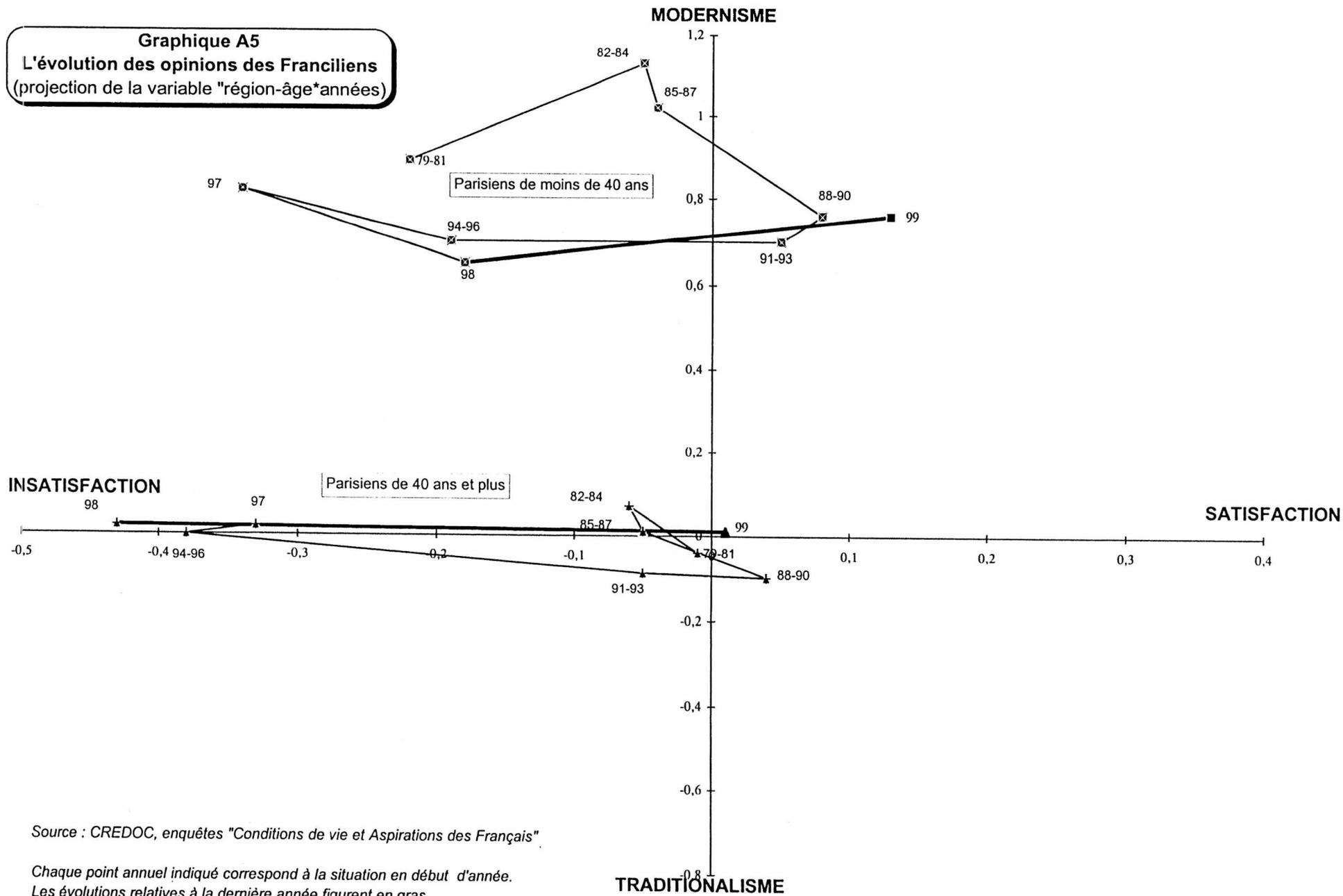
restrictions ressenties que l'évolution des Franciliens a été, en termes relatifs, la plus nette cette année (- 9 points, contre - 1 en moyenne), comme en ce qui concerne la baisse des critiques formulées sur le fonctionnement de la justice. Mais ils ont aussi amélioré leurs jugements sur leur niveau de vie, futur ou actuel.

- * Pour **les ruraux**, outre l'amélioration de leur moral (qui les a conduits encore au-delà de leur position de 88-90), c'est la poussée vers le modernisme qui est relativement la plus parlante : catégorie figurant parmi les plus traditionalistes il y a 15-20 ans, elle se situe maintenant quasiment le long de l'axe qui sépare la franche modernité, des habitudes de vie conservatrices. En même temps que les habitants des communes rurales ont sérieusement amélioré leur vision de leurs conditions de vie à venir (+ 11 points, contre + 6 en moyenne), ils ont commencé à modifier leur regard sur l'indissolubilité du mariage (42% estiment que cette union peut être dissoute s'il y a accord des deux parties, contre 35% il y a un an) et sur le travail féminin (56% de partisans cette année, contre 47% au début 1998).

L'analyse plus détaillée des évolutions ayant touché les Parisiens met en évidence deux autres éléments significatifs (graphique A5) :

- * Alors que l'an dernier, un malaise grandissant avait touché **les Franciliens les plus âgés**, l'amélioration de leur moral est plus que spectaculaire ; c'est d'ailleurs une des variations les plus nettes intervenues sur l'échelle du contentement : les Parisiens de plus de 40 ans retrouvent une position quasi-identique à celle qu'ils avaient en 1979-1981, en plein centre de l'Espace. Ils n'ont cependant pas bougé sur la dimension « moderniste/traditionaliste ».
- * **Les Franciliens les plus jeunes** (moins de 40 ans) avaient déjà retrouvé un meilleur moral en 1998 ; ils poursuivent leur chemin en ce sens, tirés vers un certain modernisme lié à un regard considérablement plus confiant vis-à-vis de leurs conditions de vie à venir (+ 24 points, contre + 6 en moyenne).

Graphique A5
L'évolution des opinions des Franciliens
 (projection de la variable "région-âge*années")



Source : CREDOC, enquêtes "Conditions de vie et Aspirations des Français"

Chaque point annuel indiqué correspond à la situation en début d'année.
 Les évolutions relatives à la dernière année figurent en gras.

C - Toutes les catégories sociales connaissent un « mieux » conséquent. L'intensité du regain d'optimisme a cependant été un peu moins forte chez les employés (graphiques A6 et A6 bis)

L'analyse par Profession-Catégorie Sociale (PCS) met d'abord en évidence que les différents groupes se positionnent de manière très distincte dans « l'espace des opinions ». Les cadres, puis les employés et les ouvriers sont les plus modernistes. Les femmes au foyer, puis de façon plus accentuée, les retraités, sont les plus traditionalistes.

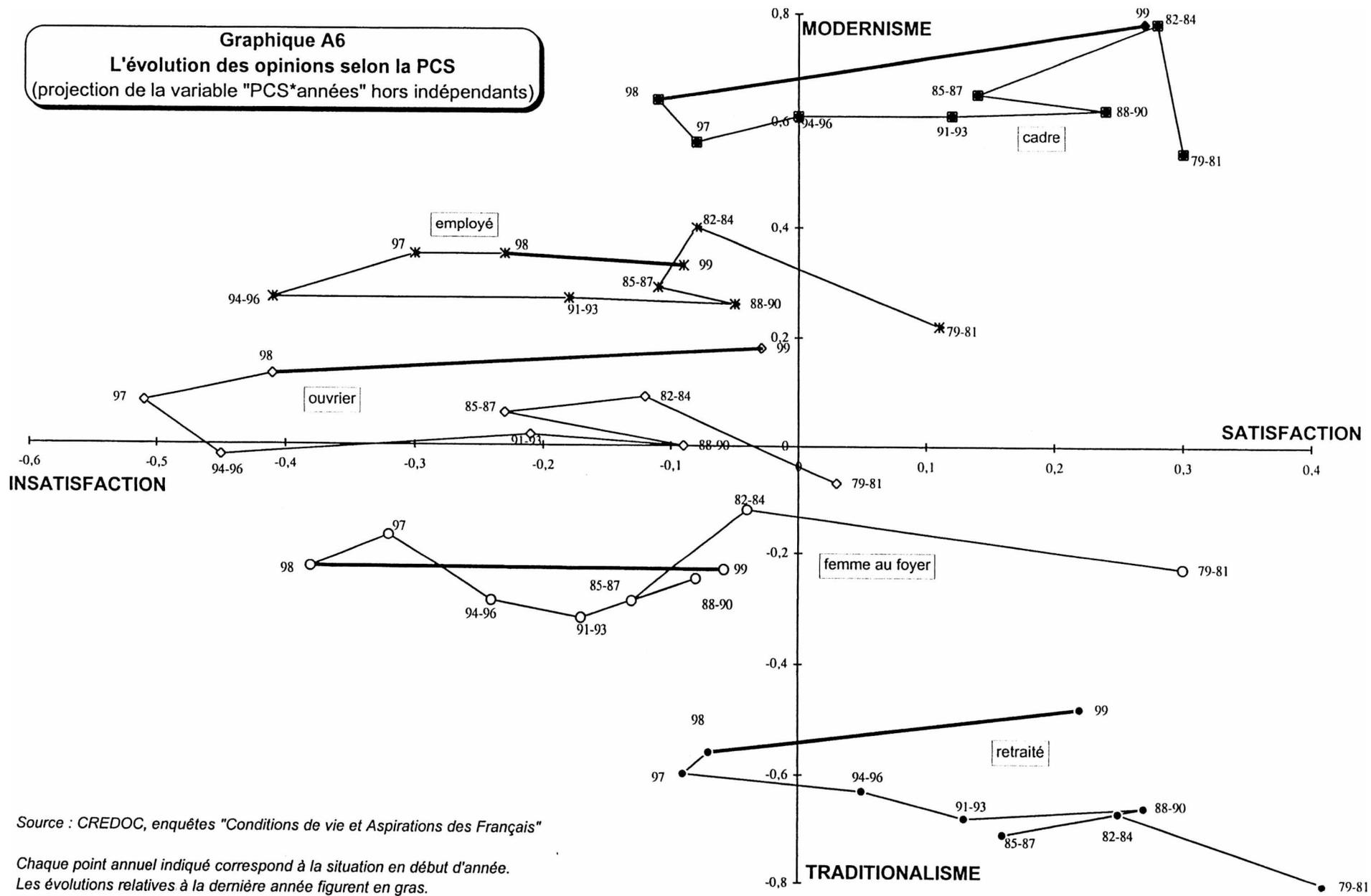
Il reste que les changements intervenus, entre janvier 1998 et le début 1999, dans chaque classe sociale, vont tous dans le même sens. Seule l'intensité de la progression, considérable sur l'échelle du contentement, ou plus atténuée sur l'échelle du modernisme, varie entre les groupes :

- Deux catégories avaient « basculé » au début 1997 du côté de l'insatisfaction : **les cadres et les retraités**. Les choses ne sont pas seulement « rentrées dans l'ordre » : le chemin parcouru cette année est tel que ces deux groupes retrouvent les niveaux de contentement qui étaient les leurs dans les années 1982-1984. L'amélioration ayant affecté les cadres est même une de celles qui paraissent les plus marquantes cette année, à la hauteur du malaise qui avait pu les toucher l'an dernier. Remarquons par exemple que 45% des cadres estiment maintenant que leur niveau de vie personnel va mieux (contre 37% l'an dernier) ; 45% voient également positivement leurs conditions de vie à venir (34% au début 1998).

Cadres et retraités se différencient aussi par une montée significative du modernisme : chez les cadres, ce sont surtout les attitudes plus libérales à l'égard du mariage qui ont tiré à la hausse ce mouvement ; chez les retraités, les évolutions sont plus lentes, mais elles ont touché aussi bien leur conception du mariage que les jugements portés sur le travail des femmes.

- Deux catégories se situaient l'an dernier au plus haut de l'insatisfaction : **les ouvriers et les femmes au foyer**. Elles ont fait, toutes les deux, cette année un « bond » vers le contentement, sans pour autant revenir, mais de justesse, dans la zone droite de l'Espace, celle de la satisfaction. Toujours est-il que les ouvriers occupaient l'an dernier la première place des groupes les plus insatisfaits : ils ont maintenant laissé derrière eux les femmes au foyer et les employés.

Graphique A6
L'évolution des opinions selon la PCS
 (projection de la variable "PCS*années" hors indépendants)



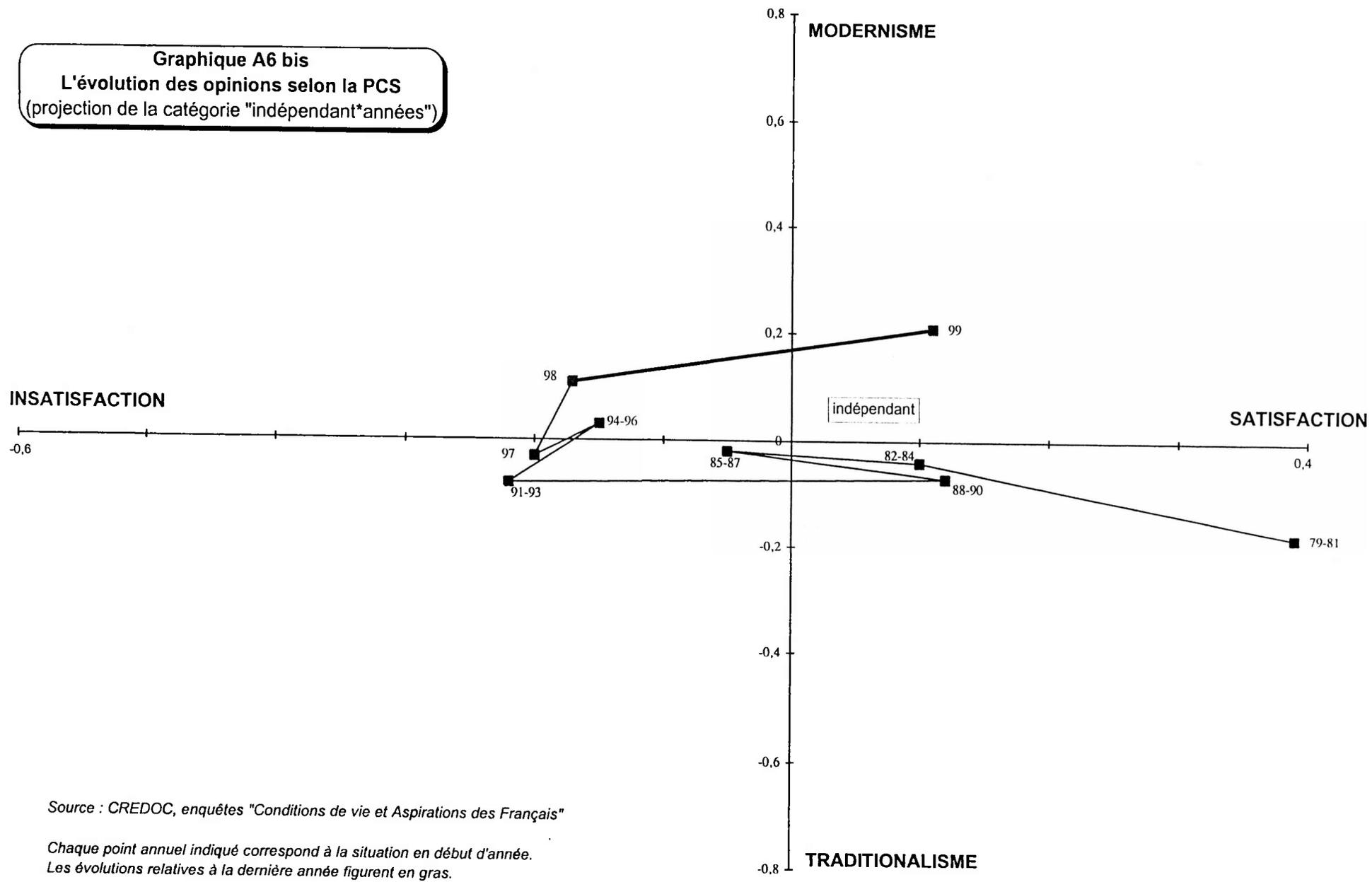
Source : CREDOC, enquêtes "Conditions de vie et Aspirations des Français"

Chaque point annuel indiqué correspond à la situation en début d'année.
 Les évolutions relatives à la dernière année figurent en gras.

- Alors que, précisément, l'amélioration du moral de la catégorie des **employés** était intervenue plus tôt, c'est-à-dire dès 1997, ceux-ci n'ont pas connu cette année une embellie de même ampleur que celle ayant affecté l'ensemble de la population. Regain d'optimisme plus faible qu'en moyenne, léger recul du modernisme : cette catégorie est finalement **celle qui semble, cette année, se singulariser le plus**. C'est maintenant elle qui occupe la première place de l'insatisfaction, même si sa position est considérablement moins noire que dans les années 94-98. Signalons par exemple que 73% des employés déclarent s'imposer régulièrement des restrictions, contre 61% de la population en moyenne.
- Enfin, les **travailleurs indépendants**¹ ont connu cette année des changements assez considérables (graphique A6 bis) : l'amélioration de leur moral est très forte, alors que depuis 1991, ils paraissaient « enlisés » dans une insatisfaction certaine. Cette inflexion positive réside tout autant dans les jugements qu'ils formulent sur leur propre avenir (pour 40% d'entre eux, leurs conditions de vie à venir vont s'améliorer, + 13 points en un an) que dans les opinions qu'ils expriment sur l'état du pays (« seulement » 55% pensent que le niveau de vie des Français se dégrade, contre 77% l'an dernier). Mais leur montée vers le modernisme en matière de mœurs est tout aussi significative : elle confirme le mouvement enregistré l'an dernier. Ce groupe a manifestement acquis, en deux ans, une modernité nouvelle en matière d'habitudes de vie : 63% sont favorables au travail des femmes, 51% acceptent l'idée de la dissolubilité du mariage (contre 34% il y a seulement deux ans).

¹ Sous cette rubrique, figurent les exploitants agricoles, les artisans, les commerçants et les chefs d'entreprises (les professions libérales n'y figurent pas). La projection de ce groupe dans l'Espace des Opinions figure au graphique A6 bis. Ce choix a été fait pour améliorer la lisibilité et éviter les chevauchements avec d'autres trajectoires.

Graphique A6 bis
L'évolution des opinions selon la PCS
 (projection de la catégorie "indépendant*années")



Source : CREDOC, enquêtes "Conditions de vie et Aspirations des Français"

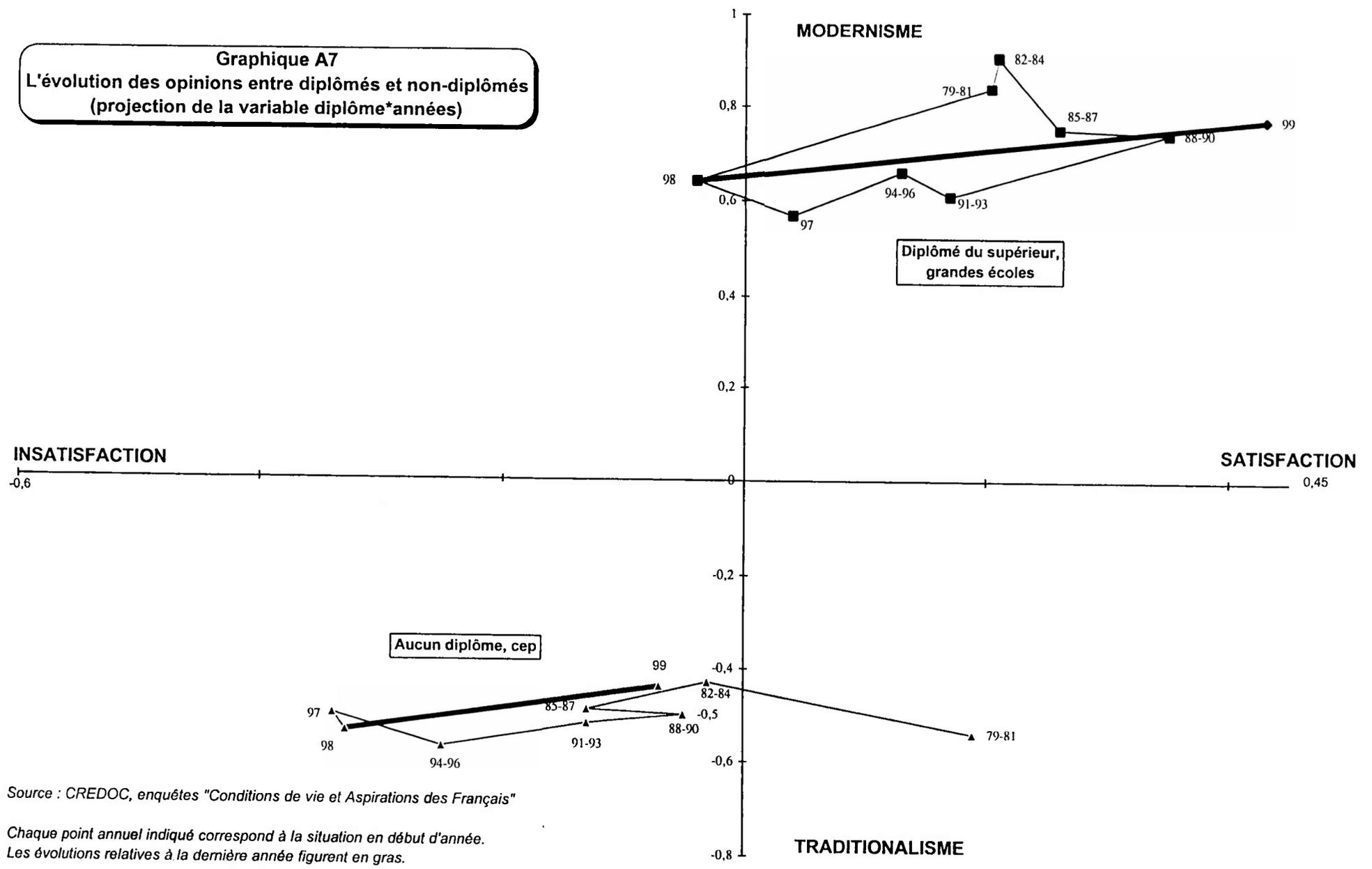
Chaque point annuel indiqué correspond à la situation en début d'année.
 Les évolutions relatives à la dernière année figurent en gras.

D - Diplômés du supérieur comme non-diplômés améliorent leur situation. Seuls les bas revenus figurent encore avec netteté dans la zone du mécontentement (graphiques A7 et A8)

Enfin, la comparaison des catégories situées au plus haut et au plus bas de l'échelle sociale met en évidence, encore une fois, que **l'amélioration du moral a affecté tous les groupes, aisés ou défavorisés (graphique A8), diplômés ou non (graphique A7) :**

- * **Les diplômés du supérieur**, qui avaient connu, au début 1998, une situation de mécontentement inédite, retrouvent un « bien-être » sociétal record : jamais le niveau de satisfaction atteint par ce groupe n'avait été si haut depuis 21 ans. Notons, par exemple, que 60% d'entre eux pensent aujourd'hui que le chômage va stagner ou diminuer ; 32% estiment que la société française n'a pas besoin de se transformer profondément (+ 16 points en un an). Leur modernisme en matière de mœurs s'est également accru, mais sans retrouver le niveau de 1982 (graphique A7).
- * **Les titulaires de hauts revenus (15 000 Francs et plus dans le foyer)**, qui ne sont jamais, même en 1998, passés du côté de l'insatisfaction, ont globalement subi, depuis 21 ans, un peu moins de fluctuations que les diplômés : le début 1999 se caractérise, pour eux, par une satisfaction forte (identique aux années 1982-1984) et un record de modernisme.
- * **Les non-diplômés** restent dans la zone de l'insatisfaction, mais ils ont connu un mieux certain. Caractérisés par un fort traditionalisme, ils affichent cette année une petite remontée vers une certaine modernité relative.
- * En vérité, **ce sont les moins aisés des Français (revenus de moins de 6 000 Francs par mois)** qui figurent encore le plus à gauche de l'Espace, dans la zone de l'insatisfaction. Ils ont cependant bénéficié, eux aussi, d'une remontée de leur moral, qui n'avait jamais été aussi « bon » depuis 1991. Mais la conviction que les choses s'améliorent n'a pas crû aussi vite chez eux que dans l'ensemble de la population. Par contre, leur modernisme en matière de mœurs s'est élevé : ils se retrouvent, comme en 1997, du côté Nord de l'Espace, alors qu'il y a une dizaine d'années (79-93), leur traditionalisme était patent.

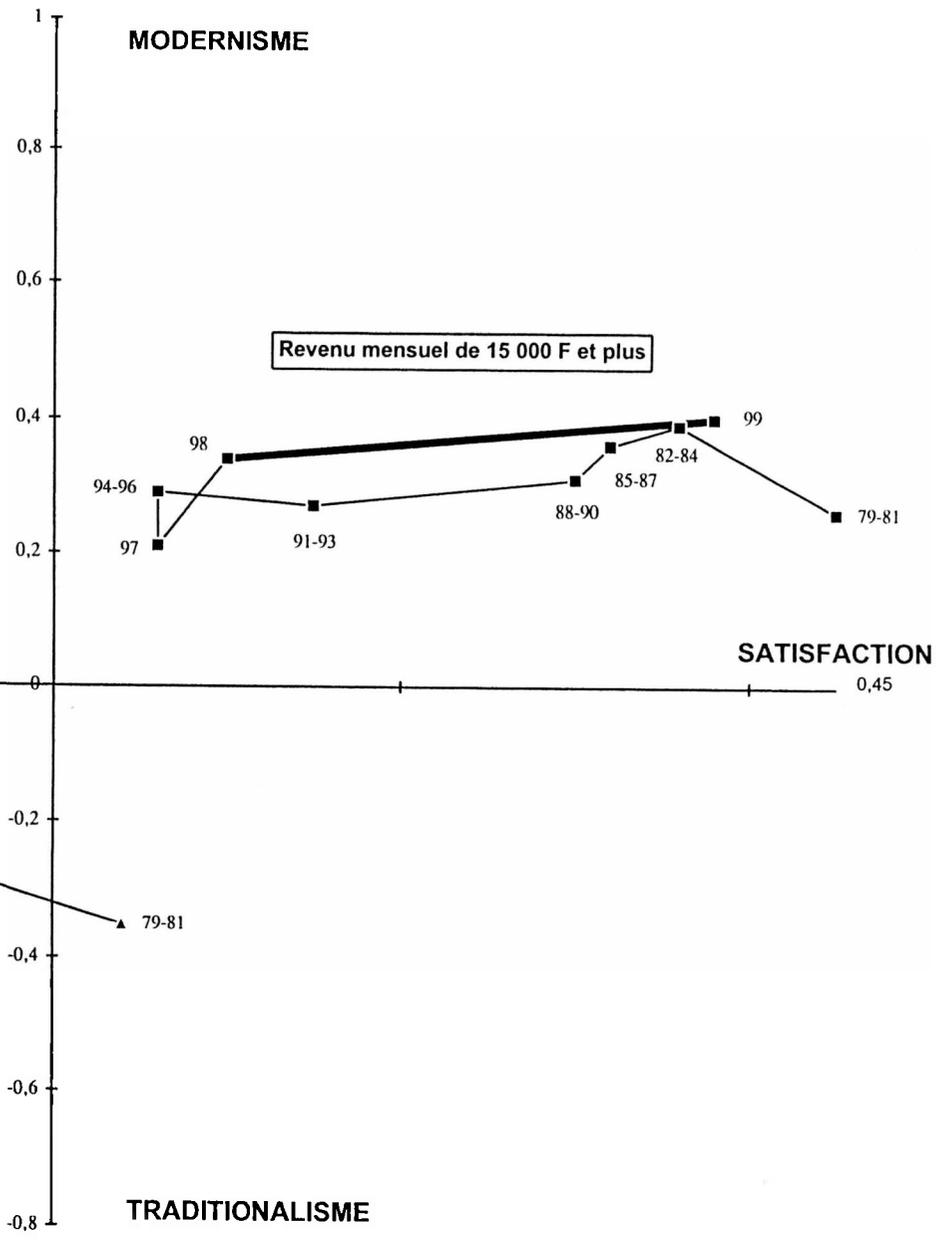
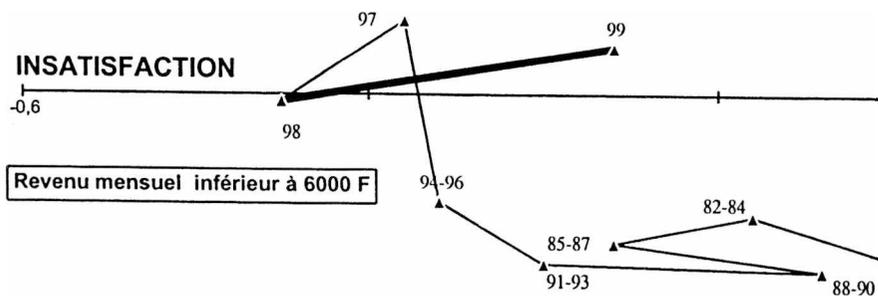
Graphique A7
L'évolution des opinions entre diplômés et non-diplômés
 (projection de la variable diplôme*années)



Source : CREDOC, enquêtes "Conditions de vie et Aspirations des Français"

Chaque point annuel indiqué correspond à la situation en début d'année.
 Les évolutions relatives à la dernière année figurent en gras.

Graphique A8
L'évolution des opinions entre bas et hauts revenus
 (projection de la variable revenu*années)



Source : CREDOC, enquêtes "Conditions de vie et Aspirations des Français"

Chaque point annuel indiqué correspond à la situation en début d'année.
 Les évolutions relatives à la dernière année figurent en gras.

Au total, si l'on résume l'ensemble de ces données, **trois conclusions** principales s'en dégagent :

- Les groupes ayant connu, entre janvier 1998 et début 1999, **la plus forte progression de la satisfaction** sont les suivants, dans l'ordre¹ :
 1. Les diplômés du supérieur.
 2. Les Parisiens de plus de 40 ans.
 3. Les ouvriers.
 4. Les cadres (moyens ou supérieurs).

Mais l'amélioration a, rappelons-le, touché tous les groupes sans exception. Elle a seulement été ralentie chez les employés et les titulaires de bas revenus.

- **Les seuls groupes figurant aujourd'hui encore du côté du mécontentement** sont, dans l'ordre¹ :
 1. Les bas revenus (moins de 6 000 Francs par mois) et les chômeurs.
 2. Les employés.
 3. Les non-diplômés
 4. Les femmes au foyer.

Mais cela concerne aussi, de justesse, les ouvriers et les 35-49 ans.

- Enfin, **la poussée du modernisme** intervenue dans l'année a été la plus marquante, dans l'ordre², pour :
 1. Les cadres.
 2. Les diplômés du supérieur (et les jeunes Franciliens).
 3. Les habitants de communes de moins de 2 000 habitants.
 4. Les travailleurs indépendants.

Cette poussée de « modernité » a aussi affecté toutes les catégories, sauf les employés, les femmes au foyer et les jeunes de moins de 25 ans.

¹ Ce classement est élaboré à partir des coordonnées de chaque catégorie sur l'axe de satisfaction/insatisfaction de l'Espace des Opinions.

² Ce classement est élaboré à partir des coordonnées de chaque catégorie sur l'axe du modernisme/traditionalisme de l'Espace des Opinions.

Liste des seize variables actives de l'analyse

- Evolution ressentie du niveau de vie personnel au cours des dix dernières années.
- Evolution ressentie du niveau de vie des Français au cours des dix dernières années.
- Evolution attendue de ses conditions de vie dans les cinq prochaines années.
- Sentiment de devoir s'imposer des restrictions sur certains postes de son budget.
- Opinion sur son cadre de vie quotidien.
- Opinion sur les dépenses de logement.
- Satisfaction vis-à-vis de son état de santé personnel.
- Souffrance de symptômes ou maux de société (indicateur synthétique du nombre de maux dont on souffre, parmi les suivants : maux de tête, mal de dos, nervosité, état dépressif, insomnies).
- Accord avec l'idée : "la famille est le seul endroit où l'on se sente bien et détendu".
- Opinion sur le mariage : indissoluble/dissout si problème grave/dissout si accord.
- Opinion sur le travail des femmes.
- Opinion concernant l'effet des découvertes scientifiques en matière d'amélioration de la vie quotidienne.
- Opinion sur les transformations de la société.
- Opinion sur la justice.
- Accord avec l'idée : "le maintien en bonne santé est l'affaire des médecins".
- Accord avec l'idée : "on est mieux soigné quand on a de l'argent et des relations".

* * *
*

